

OFFICE COMMUNAUTAIRE DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES

RAPPORT ANNUEL

2007



Rapport annuel 2007

Office communautaire des variétés végétales

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2008

ISBN 978-92-9152-133-3

© Communautés européennes, 2008
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Italy

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

SOMMAIRE

1. Introduction de Bart Kiewiet, président de l’OCV.	5
2. Avant-propos de Jože Ileršič, président du conseil d’administration	8
3. Régime de protection communautaire des obtentions végétales	10
4. Conseil d’administration.	12
5. Organisation de l’OCV.	15
6. Programme multibénéficiaire sur la participation de la Turquie et de la Croatie au régime de PCOV	19
7. Recherche et développement.	21
8. Finances et budget.	24
9. Évolution du régime communautaire.	26
10. Développements dans le domaine informatique	47
11. Contacts avec les organisations externes	49
12. Relations avec la DG Santé et protection des consommateurs	53
13. Accès du public aux documents de l’OCV.	55
14. Rapport du délégué à la protection des données de l’OCV	56
15. Chambre de recours de l’OCV.	58

1. INTRODUCTION DE BART KIEWIET, PRÉSIDENT DE L'OCVV



1.1. État du régime de protection communautaire des obtentions végétales

En 2007, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu 2 977 demandes, soit près de 9 % de plus qu'en 2006. Le fait que la croissance régulière du régime de protection communautaire des obtentions végétales semblait s'être stabilisée, comme j'en ai rendu compte dans le rapport annuel 2006, était manifestement une observation erronée.

Puisque le nombre de titres octroyés (2 616) excède largement celui des abandons (897), le nombre de variétés protégées a considérablement augmenté pour atteindre le total de 14 598.

La santé du régime communautaire montre que celui-ci est encore considéré comme un instrument efficace de protection de la production des obtenteurs.

1.2. Application du droit d'obteneur

La valeur des droits de propriété intellectuelle est largement déterminée par les possibilités de faire appliquer ceux-ci. Un titre de protection qui ne peut être défendu par son propriétaire n'a aucune valeur dans la pratique.

Le piratage, la contrefaçon et la production illicite sont également des phénomènes auxquels les obtenteurs sont confrontés. Il revient en premier lieu aux détenteurs de droits, les obtenteurs en l'occurrence, d'agir contre de telles infractions. Ils doivent toutefois disposer d'instruments juridiques efficaces pour pouvoir agir de la sorte. En vertu du régime communautaire, ces instruments juridiques se trouvent dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil, qui constitue le fondement du régime de protection communautaire des obtentions végétales, et, de manière générale, dans les règlements et les directives communautaires concernant l'application des droits de propriété intellectuelle.

L'Office communautaire des variétés végétales peut contribuer à la force exécutoire du régime de protection communautaire des obtentions végétales en accordant des droits, qui sont, j'en suis convaincu, tangibles, au terme d'un examen approfondi des variétés candidates. Je considère par ailleurs qu'il revient également à l'Office de fournir des informations sur le régime communautaire à toutes les parties concernées par l'application de la protection des obtentions végétales, comme les juges, les ministères publics, les avocats, les producteurs, sans oublier bien entendu les obtenteurs proprement dits. Pour ce faire, l'OCVV a pris l'initiative d'organiser des séminaires sur l'application du droit d'obteneur, destinés au groupe cible considéré. Après le succès des séminaires organisés à Bruxelles et à Varsovie, cette année, Madrid a, à son tour, accueilli un séminaire qui a réuni des intervenants d'Espagne, de France, du Portugal et de l'OCVV. Dans la mesure où j'estime qu'il reste du travail d'information à accomplir, nous continuerons à organiser ce type d'initiatives dans toute l'Europe. En 2008, les séminaires devraient être organisés en Bulgarie et en Roumanie.





*Délégation du Laos à l'OCVV,
Angers, France, septembre 2007*

1.3. Coopération internationale

L'OCVV est un organe de la Communauté européenne; pour cette raison, il personnifie la coopération internationale à l'échelon européen. Bien que sa compétence se limite au territoire des vingt-sept États membres de l'Union européenne (UE), je considère qu'il est de l'intérêt de l'OCVV d'entretenir des relations étroites avec les autorités responsables de la protection des obtentions végétales à l'extérieur de l'UE. La coopération avec les pays tiers s'inscrit initialement dans le cadre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV). Les membres du personnel de l'OCVV participent aux réunions de la plupart des organes de cette organisation mondiale. L'élaboration continue de principes directeurs relatifs aux essais sous la houlette de l'UPOV est une activité qui revêt un intérêt majeur pour l'OCVV, puisque ces orientations constituent la base des protocoles d'essai de l'OCVV. La participation de l'OCVV aux activités de l'UPOV se concrétise par la présentation de documents dans le cadre de séminaires et la participation à d'autres activités de diffusion des connaissances sur la protection des obtentions végétales. Selon le mémorandum d'entente conclu entre le secrétaire général de l'UPOV et le président de l'OCVV, la coopération a été lancée aux fins de la création d'une base de données centralisée sur les dénominations variétales dans le monde, visant à aider les autorités à vérifier si les dénominations proposées sont conformes aux dispositions en vigueur. Depuis le début de cette année, les obtenteurs ont également accès à cette base de données.

La coopération internationale concerne également l'essai des variétés. Lorsqu'aucune structure apte à réaliser des essais pour une espèce n'existe dans la Communauté européenne, l'OCVV peut — avec l'autorisation du conseil d'administration — faire appel aux services des offices d'examen extraeuropéens. Citons, à titre d'exemple, le Japon (nénuphars), Israël (aster), l'Australie (plusieurs espèces ornementales indigènes) et le Mexique (avocat). Plusieurs pays sont de grands acheteurs des rapports d'essai réalisés pour le compte de l'OCVV (pour de plus amples informations sur cette question, voir le chapitre 9 du présent rapport).

Dans certains cas tels que le Japon, l'UPOV, l'Ukraine et l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) par exemple, la coopération a été formalisée au moyen d'un protocole d'accord.

1.4. Discussion stratégique

Au cours de l'année écoulée, des conclusions importantes ont été tirées dans le cadre de la discussion stratégique sur l'avenir des essais de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS) dans la Communauté européenne élargie.

La principale conclusion a été la suivante: la restructuration des essais DHS ne doit pas être imposée, mais elle doit découler d'une politique visant à établir un réseau d'offices d'examen chargés par le conseil d'administration de l'OCVV d'accomplir cette tâche compte tenu d'un ensemble de critères de qualité stricts.

En 2008, les travaux de l'Office porteront en premier lieu sur la création d'une cellule d'audit chargée de soutenir la mise en œuvre des conclusions de la discussion stratégique (voir le chapitre 9 pour plus d'informations à ce sujet).

1.5. Nouveaux États membres

Le 1^{er} janvier 2007, deux nouveaux États membres (la Bulgarie et la Roumanie) ont rejoint l'Union européenne. Cela signifie que, à compter de cette date, toutes les protections des obtentions végétales en cours de validité accordées par l'OCV sont applicables dans ces pays, ce dont les obtenteurs ne peuvent que se réjouir.

En vue d'établir une base pour la coopération entre l'Office et les autorités nationales de ces deux pays compétentes pour la protection des obtentions végétales et pour les autres domaines connexes, le président du conseil d'administration, Jože Ileršič, et moi-même nous sommes rendus à Sofia et à Bucarest en novembre. Nous avons discuté à l'échelon ministériel de plusieurs questions d'intérêt commun et parlé des possibilités d'intégrer les offices d'examen de ces deux pays dans le réseau de l'OCV.

1.6. Remerciements à José Elena

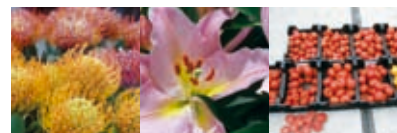
Le 1^{er} mars 2007, José Elena, qui occupait le poste de vice-président de l'OCV depuis le 1^{er} mars 1997, nous a quittés au terme de son deuxième mandat. José possédait le profil idéal pour cette fonction. Il a mis à la disposition de l'Office son expérience des questions techniques et politiques qu'il a acquise durant trente ans au sein de l'administration espagnole. On ne saurait surestimer l'ampleur de sa contribution au régime communautaire. Il était extrêmement agréable de travailler avec lui non seulement pour moi, mais également pour les autres membres du personnel de l'OCV.

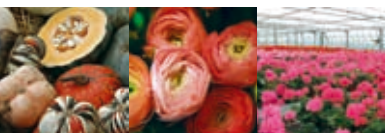
Je souhaite à José, ainsi qu'à sa famille, le meilleur pour l'avenir.



Départ de José Elena, Angers, France, mars 2007

Bart Kiewiet
Président de l'OCV





2. AVANT-PROPOS DE JOŽE ILERŠIČ, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



2.1. Introduction

Le nombre élevé de demandes reçues cette année illustre une fois de plus l'intérêt que portent au régime communautaire les obtenteurs du monde entier qui commercialisent leurs variétés en Europe. Je souhaite remercier le président et l'ensemble du personnel de l'Office communautaire des variétés végétales pour leur gestion efficace et rentable de ce régime qui poursuit constamment sa croissance.

Plusieurs membres (suppléants) ont quitté le conseil d'administration. Je les remercie pour leur contribution aux activités de l'OCVV et tout particulièrement Heinz-Peter Zach, mon prédécesseur au poste de président du conseil d'administration, qui a malheureusement dû renoncer à ses fonctions pour des raisons personnelles. En tant que représentant de l'Autriche, il continuera à nous faire bénéficier de ses connaissances et de son expérience.

Enfin, je souhaite remercier José Elena pour la manière dont il a assumé ses fonctions en tant que vice-président de l'Office durant les dix dernières années. Il a accompli un excellent travail. Son successeur, Carlos Godinho, est connu dans les cercles de l'OCVV. Je lui exprime tous mes vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions.

2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur

Le président de l'Office communautaire des variétés végétales a présenté au conseil d'administration, lors de sa réunion des 12 et 13 mars 2008 à Angers, le rapport annuel d'activité pour l'exercice 2007.

Après analyse et évaluation, le conseil d'administration a rendu les conclusions suivantes:

- a) le régime a poursuivi sa croissance;
- b) la réserve a considérablement diminué, principalement en raison de taxes annuelles réduites et d'une augmentation des dépenses consacrées à la rénovation des nouveaux locaux;
- c) le conseil d'administration accueille favorablement les résultats de l'audit interne. Il prend acte de la liste révisée de risques potentiels identifiés et se réjouit à la perspective d'assurer le suivi de cette initiative;
- d) le conseil d'administration prend note des informations sur les vérifications ex post, les procédures négociées et la confirmation des instructions;

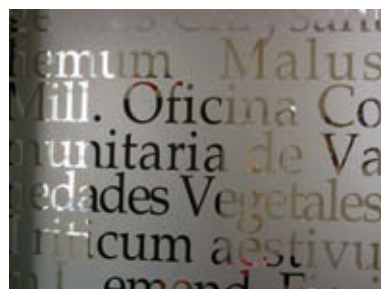
- e) le conseil d'administration prend note de la déclaration de l'ordonnateur concernant la sincérité de son rapport et l'assurance raisonnable qu'il donne que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière et que les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires concernant la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes. Le conseil d'administration se félicite du fait que le président de l'OCV n'ait pas connaissance de faits non signalés susceptibles de nuire aux intérêts de l'OCV.

Jože Ileršič
Président
du conseil d'administration



3. RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

L'introduction en 1995 d'un régime de protection communautaire des obtentions végétales s'est révélée être une initiative positive et a été saluée par les entreprises recherchant une protection de propriété intellectuelle pour de nouvelles variétés végétales. Comme évoqué dans l'introduction du présent rapport annuel, le nombre de demandes a augmenté au cours des années, et l'Office communautaire des variétés végétales («l'Office») a adapté sa taille et son organisation afin de pouvoir répondre à toutes ces demandes.



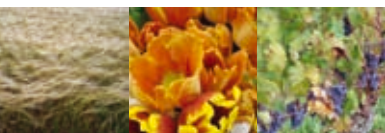
Depuis 2007, deux nouveaux États membres (la Bulgarie et la Roumanie) ont intégré l'Union européenne à la suite de leur demande d'adhésion. Les titres ont désormais une validité dans vingt-sept pays. Les obtenteurs peuvent désormais bénéficier d'une protection qui leur garantit des droits d'exploitation exclusifs pour une variété dans vingt-sept pays à partir d'une seule demande présentée à l'Office, de sorte que le régime de protection communautaire des obtentions revêt un attrait considérable.

L'objectif du régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le titulaire d'une variété d'exploiter simultanément une protection communautaire des obtentions végétales (PCOV) et un droit ou brevet national lié à cette variété. Lorsqu'une variété fait déjà l'objet d'une PCOV, tout droit ou brevet national accordé dans l'un des États membres pour cette variété sera dépourvu d'effet. Lorsqu'une PCOV est accordée à une variété pour laquelle un droit national ou un brevet a déjà été octroyé, ce dernier reste sans effet pour la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil (dénommé ci-après «le règlement de base»). À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS). L'Office peut demander aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de la Communauté européenne de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication du travail, lorsqu'un examen technique de ce genre a déjà été effectué pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi de la protection communautaire des obtentions végétales dans des limites de temps spécifiées. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis dans les articles 7 à 11 du règlement de base (distinction, homogénéité, stabilité, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les auteurs des objections deviennent parties à la procédure de dépôt de la demande et peuvent avoir accès aux documents pertinents.

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice des Communautés européennes contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions concerne une chambre de recours comprenant un président nommé par le Conseil de l'Union européenne et deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration. Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement concernée par cette décision, peut former un recours à l'encontre





*Audience au Tribunal
de première instance,
Luxembourg, juillet 2007*

de cette dernière. Après avoir examiné le recours, la Chambre peut exercer tous les droits relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la décision de la Chambre. Les décisions de la Chambre peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant le Tribunal de première instance.

Le tableau figurant dans le chapitre 15 indique le nombre de recours déposés auprès de l'OCVV et les décisions prises par la Chambre de recours.

Une fois accordée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de vingt-cinq ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de trente ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel récolté de la variété nouvellement protégée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, cette autorisation pouvant être donnée sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de cette contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent les détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV accordées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales*, qui présente également ces données ainsi que d'autres informations. Les informations relatives aux demandes et aux variétés en vigueur sont également disponibles dans une base de données accessible sur le site internet de l'Office.





4. CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Office est rattaché à un conseil d'administration composé d'un représentant de chaque État membre et d'un représentant de la Commission européenne, ainsi que de leurs suppléants respectifs.

Le conseil d'administration contrôle les activités de l'Office. En particulier, il est responsable de l'examen du rapport d'activité annuel du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et émettre des lignes directrices sur les examens techniques, les comités de l'Office et les questions générales.

Le conseil d'administration s'est réuni à trois reprises en 2007, à savoir les 20 et 21 mars, le 17 juillet ainsi que les 13 et 14 novembre.

Lors de la **réunion des 20 et 21 mars**, les comptes provisoires et l'analyse financière de l'exercice 2006 ont été présentés ainsi que l'avant-projet de budget pour 2008. Les membres du conseil d'administration ont également décidé:

- d'une augmentation des taxes — à savoir les taxes d'examen permettant de couvrir 85 % des frais d'examen, les taxes annuelles de 300 euros et les taxes de demande inchangées de 900 euros — en vue de modifier le règlement (CE) n° 1238/95 de la Commission;
- d'introduire dans le règlement de procédure la possibilité pour l'OCVV d'accepter des documents électroniques.

Les membres du conseil d'administration ont également adopté:

- le budget rectificatif pour 2007;
- le rapport de l'ordonnateur qui, conformément à l'article 39, paragraphe 2, du règlement financier, a été transmis à la Cour des comptes et inclus dans le rapport annuel 2006;
- les règles de cofinancement par l'OCVV de projets de recherche et de développement;
- les nouvelles lignes directrices du conseil d'administration sur les dénominations variétales.

Ils ont fait le point sur plusieurs autres dossiers d'importance parmi lesquels:

- l'attribution possible de nouvelles tâches à l'OCVV;
- le débat stratégique sur l'avenir des essais DHS.

Les membres du conseil d'administration ont été informés qu'une base de données regroupant la jurisprudence de l'Union européenne en matière de protection des obtentions végétales a récemment été ajoutée au site internet de l'OCVV. Enfin, ils ont pris note du rapport sur les activités de la Chambre de recours en 2006.

Au cours de la **réunion du 17 juillet** (le président du conseil d'administration nommé en novembre 2006 ayant démissionné par lettre du 25 avril 2007), le conseil d'administration a nommé, à l'unanimité des 26 voix exprimées, son nouveau président en la personne de M. J. Ileršič, de la délégation slovène; M. U. von Kröcher, de la délégation allemande, a été élu vice-président.

Au cours de cette réunion, les membres du conseil d'administration ont adopté la décharge du président de l'OCVV pour l'exécution du budget 2005 ainsi que le plan pluriannuel en matière de politique du personnel et le budget rectificatif supplémentaire pour l'année 2007.



*Conseil d'administration,
novembre 2007*

De plus, à la suite des décisions prises lors de la réunion précédente, les membres du conseil d'administration ont donné un avis favorable aux deux propositions d'amendement du règlement sur les taxes et du règlement sur la procédure. Ils ont décidé également que chaque délégation enverrait une proposition de désignation de deux représentants pour intégrer le groupe consultatif sur les projets de recherche et de développement comme indiqué dans les règles de cofinancement par l'OCVV de ces projets, adoptées en mars dernier.

Au cours de la **réunion des 13 et 14 novembre**, les membres du conseil d'administration ont adopté à l'unanimité des membres présents ayant droit de vote ou votant par procuration:

- le projet de budget 2008;
- les transferts budgétaires proposés par l'OCVV pour le budget 2007.

Ils ont également décidé de lancer une étude sur la législation des semences de ferme. Cette étude sera réalisée par un consultant externe à l'OCVV, spécialiste du droit de protection des obtentions végétales.

Les membres du conseil d'administration ont pris bonne note:

- du rapport social de l'OCVV qui sera disponible sur son site internet;
- de l'état d'avancement des travaux dans le bâtiment du 9, boulevard Foch, qui ont débuté en juin 2007;
- de l'avancée des travaux du groupe de travail sur une extension possible des tâches de l'OCVV;
- de la nomination de deux représentants (un Belge et un Polonais) dans le groupe consultatif sur les projets de recherche et de développement de l'OCVV;
- de l'avancement des travaux du débat stratégique sur l'avenir des essais DHS;
- du résultat et du suivi possible du projet de recherche et de développement «Une collection de référence européenne de variétés de roses».

Enfin, les membres du conseil d'administration ont approuvé l'insertion, dans les protocoles techniques pertinents de l'OCVV, d'une information spécifiant que la date d'entrée en vigueur de ces protocoles est celle de leur publication sur le site internet de l'OCVV.





PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. H.-P. Zach (Autriche) jusqu'au 17 juillet 2007

M. J. Ileršič (Slovénie) élu le 17 juillet 2007

VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. J. Ileršič (Slovénie) jusqu'au 17 juillet 2007

M. U. von Kröcher (Allemagne) élu le 17 juillet 2007

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Belgique	M ^{lle} C. Vanslebrouck M ^{lle} M. Petit (suppléante)
République tchèque	M. J. Staňa M. D. Jurecka (suppléant)
Danemark	M ^{me} H. Elberling M ^{me} B. Lund (suppléante)
Allemagne	M. U. von Kröcher (vice-président depuis le 17 juillet 2007) M ^{me} B. Rücker (suppléante depuis le 14 mars 2007)
Estonie	M ^{me} P. Ardel Poste de suppléant vacant
Irlande	M. N. McGill M. D. McGilloway (suppléant)
Grèce	M. E. Zangilis M. K. Michos (suppléant depuis le 24 avril 2007)
Espagne	M. R. Lopez de Haro Wood (membre jusqu'au 5 septembre 2007) M. E. Rios Lopez (membre depuis le 5 septembre 2007) M. L. Salaices Sánchez (suppléant)
France	M. R. Tessier M ^{lle} N. Bustin (suppléante)
Italie	M ^{me} I. Pugliese (membre depuis le 2 novembre 2007) Poste de suppléant vacant
Chypre	M. A. Kyrtziz M. C. Nicolau (suppléant)
Lettonie	M. S. Katanenko (membre jusqu'au 5 juillet 2007) M ^{me} S. Kalinina (membre depuis le 5 juillet 2007) Poste de suppléant vacant
Lituanie	M ^{lle} S. Juciuvienė Poste de suppléant vacant
Luxembourg	M. M. Weyland M. F. Kraus (suppléant)
Hongrie	M ^{me} G. Szenci M ^{me} M. Posteinert Toldi (suppléante)
Malte	M ^{lle} M. Delia M. M. Sciberras (suppléant depuis le 12 mars 2007)
Pays-Bas	M. C. Van Winden M. K. Fikkert (suppléant)
Autriche	M. H.-P. Zach (président jusqu'au 17 juillet 2007) M. L. Girsch (suppléant)
Pologne	M. E. Gacek M ^{me} J. Borys (suppléante)
Portugal	M. C. Godinho (membre jusqu'au 19 mars 2007) M. J. De Carvalho (membre depuis le 19 mars 2007) M ^{me} A. Rocha (suppléante)
Slovénie	M. J. Ileršič (président depuis le 17 juillet 2007) M ^{lle} M. Rogelj-Zupan (suppléante)
Slovaquie	M ^{me} K. Beňovská (membre jusqu'au 20 décembre 2007) M ^{me} B. Bátorová (suppléante jusqu'au 20 décembre 2007 et ensuite membre) M ^{me} M. Andrašková (suppléante depuis le 20 décembre 2007)
Finlande	M. A. Vuori (membre jusqu'au 30 décembre 2007) M. M. Puolimatka (membre depuis le 30 décembre 2007) Poste de suppléant vacant
Suède	M ^{me} G. Idestrom Poste de suppléant vacant
Royaume-Uni	M. M. Wray M ^{me} E. Nicol (suppléante depuis le 14 mai 2007)
Commission européenne	M ^{me} P. Testori Coggi M. J. Gennatas

5. ORGANISATION DE L'OCVV

En décembre 2007, l'Office comptait 11 fonctionnaires et 32 agents temporaires. Treize nationalités des États membres de l'Union européenne étaient représentées. Un expert national détaché d'Allemagne était présent.

Sous la direction générale du président, assisté du vice-président, l'organisation interne de l'Office repose sur deux unités et trois services d'appui.

Les tâches principales de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales, réception et vérification des demandes de protection, organisation des examens techniques et des rapports techniques, organisation des examens des dénominations variétales, préparation en vue de l'octroi de droits, tenue des registres de l'Office, production de publications techniques officielles, relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales, participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération à la mise au point d'analyses et d'études destinées à améliorer le système.



Personnel de l'OCVV












L'**unité «Administration et finances»** assure la gestion dans deux secteurs:

- section «Administration»: attribution de marchés de biens, services ou travaux conformément aux procédures du règlement financier de l'OCVV, établissement, administration et gestion des contrats, organisation des publications de l'Office, administration, gestion et suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office et administration des besoins dans le cadre des ressources logistiques, bureautiques, informatiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
- section «Finances»: gestion des activités financières de l'Office (engagement, validation, ordonnancement et paiement des dépenses, notamment celles qui concernent les aspects techniques), recouvrement des recettes, remboursement des sommes indûment perçues, fonds de réserve et trésorerie, tenue de la comptabilité budgétaire et générale et élaboration des budgets et des documents financiers, gestion du système de taxes.
















Le **service d'assistance juridique** donne des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre administratif; il donne des interprétations et des avis juridiques et rédige également des projets d'actes législatifs; il participe à divers comités de l'OCVV afin de veiller à ce que les procédures et le droit communautaire soient respectés; il gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la Chambre de recours de l'Office.



















ORGANIGRAMME DE L'OCW (*)

DIRECTION	 Président Bart Kiewiet	 Vice-président Carlos Godinho	 Ressources humaines Secrétaire Deirdre Antier					 Secrétaire du président Marleen Van de Meulebroecke				
			 Informatique Jean-Louis Curnier					 Informatique Laura Naie				
			 Secrétaire de la Chambre de recours Véronique Doreau					 Chef de l'unité juridique Martin Ekvad				
			 Ressources humaines Anna Isgren					 Informatique Patrick Lecoq				
			 Informatique Marc Rouillard									
SERVICES D'APPUI												

UNITÉ «ADMINISTRATION ET FINANCES» (UAF)

	Agent de classement Sharmila Assane Ali
	Service Intendance Thierry Cluzeau
	Secrétaire Valérie De Caestecker
	Comptable Paul Desfosses
	Audit et évaluation Roseline Fagel
	Comptable subordonnée Anne-Marie Fernandez
	Secrétaire du chef d'unité Béatrice Hodet
	Réception Daniëlle Leenaarts
	Secrétaire Bénédicte Legrand
	Finances Ekaterina Mantzianis
	Administration Gil Oliveira
	Relations publiques et formation Fabienne Santoire
	Agent de classement Manuel Teixeira
	Secrétaire Laurence Verger
	Chef de l'UAF Thomas Wollersen

UNITÉ TECHNIQUE (UT)

	Gestionnaire de base de données Carole Bonneau
	Espèces ornementales Urszula Braun-Mlodecka
	Dénominations Rudi Caes
	Registre Pierre-Emmanuel Fouillé
	Registre Anne Gardener
	Registre Nadege Grantham
	Secrétaire Ghislaine Guilbert
	Espèces ornementales Ton Kwakkenbos
	Registre Eugenio Maiorini
	Chef adjoint de l'unité technique Jean Maisson
	Secrétaire du chef d'unité Aline Noguès
	Espèces fruitières et potagères Sergio Semón
	Chef de l'unité technique Dirk Theobald
	Secrétaire Laurence Theodore
	Espèces ornementales Jens Wegner
	Espèces agricoles Anne Weitz

(*) L'organigramme ci-dessus comprend les membres du personnel de l'OCV occupant au 31 décembre 2007 un poste de fonctionnaire ou d'agent temporaire.



*Siège de l'OCVV,
Angers, France*



Le **service des ressources humaines** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le règlement sur le statut des fonctionnaires de la Commission européenne.

Le **service informatique** assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Elle a pour tâches l'analyse des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels, la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office, le développement et la maintenance des sites internet/extranet, l'installation de programmes standards, l'entretien de l'installation et la gestion du parc informatique, la sécurisation du système informatique, le service d'aide aux utilisateurs et la collaboration interinstitutionnelle en matière informatique.

En 2007, l'OCVV a préparé un rapport social contenant des informations relatives au renouvellement du personnel, à l'environnement de travail et à des questions sociales touchant à l'OCVV. Les différents thèmes abordés dans le rapport étaient: l'emploi (membres du personnel, procédure de recrutement, personnel rejoignant ou quittant l'OCVV, promotions, absentéisme, équilibre hommes/femmes); les conditions de travail (heures prestées, temps partiel, congé parental); la formation (formation linguistique, informatique et autre); les relations professionnelles (comité du personnel). Les rapports sociaux de l'OCVV de 2006 et de 2007 peuvent être consultés sur le site internet de l'OCVV dans la rubrique «Rapport annuel».

6. PROGRAMME MULTIBÉNÉFICIAIRE SUR LA PARTICIPATION DE LA TURQUIE ET DE LA CROATIE AU RÉGIME DE PCOV

Le programme multibénéficiaire sur la participation de la Turquie et de la Croatie à certaines agences communautaires, y compris l'OCVV, a été entériné par la décision C/2005/4762 du 9 décembre 2005 de la Commission. Au titre de l'accord de contribution conclu avec la Communauté européenne, l'OCVV a pris les mesures nécessaires à la gestion du programme concerné. La direction du programme a été confiée à un expert national détaché.

Le programme avait pour objectif général d'informer les organismes compétents et les parties prenantes compétentes des deux pays considérés sur les aspects techniques, administratifs et procéduraux du régime de protection communautaire des obtentions végétales, ainsi que sur les incidences légales de l'élargissement du régime de PCOV au territoire de la Turquie et de la Croatie après l'adhésion, préparant ainsi les autorités nationales compétentes à une éventuelle future participation au régime de protection.

Le programme de travail détaillé qui comportait deux parties, dont l'une concerne la Turquie et l'autre la Croatie, a été élaboré en collaboration avec les partenaires concernés. Le programme a été adapté en fonction de l'expérience spécifique acquise durant la période écoulée et de l'évolution des conditions préalables.

Au total, le programme de travail comportait trente activités, dont quatorze pour la Turquie et seize pour la Croatie. Quatre activités n'ont pu être réalisées pour différentes raisons. Les critères établis pour toutes les autres activités ont pu être respectés. Il a fallu 319 jours d'activité et 153 jours de déplacement pour mener à bien le programme. La répartition des journées nécessaires figure dans le tableau suivant:

TABEAU — JOURNÉES D'ACTIVITÉ (ACT.) ET DE DÉPLACEMENT (DÉP.) DU PROGRAMME

Experts OCVV		Experts externes		Experts de Turquie		Experts de Croatie	
Jours act.	Jours dép.	Jours act.	Jours dép.	Jours act.	Jours dép.	Jours act.	Jours dép.
57	60	12	19	155	46	95	28

En Turquie, l'intérêt pour la protection des obtentions végétales est extrêmement développé. En janvier 2004, une loi nationale inspirée de la convention de l'UPOV de 1991 et relative à la protection des variétés végétales a été publiée. Les autorités nationales, les avocats, les obtenteurs et les producteurs de plantes ornementales notamment en ont été dûment informés. Quelque 48 titres ont été octroyés avant septembre 2007. Les activités, notamment la formation en matière de DHS, ont reçu un accueil très favorable. Par la voie du programme, les organismes compétents et les parties prenantes concernées ont pu se familiariser avec l'ensemble des questions touchant au régime communautaire.

La situation en Croatie est assez différente. Les autorités connaissent le régime de protection des obtentions végétales et réalisent des essais DHS conformément aux lignes directrices de l'UPOV et de l'OCVV. Toutefois, en raison de l'existence d'un système de subventionnement pour l'utilisation de semences certifiées, l'intérêt des obtenteurs à demander la protection des obtentions n'est pas encore parfaitement établi. Bien qu'une loi relative à la protection des obtentions végétales ait été promulguée en 1997, aucune protection n'a encore été octroyée. La liste des espèces pouvant être protégées se limite encore aux espèces agricoles essentiellement. Il est prévu d'y





Évaluation du programme multibénéficiaire, Ankara, Turquie, novembre 2007

ajouter les espèces fruitières et ornementales. Par ailleurs, il est à noter que la première demande concernant une espèce agricole a été déposée. Il est à supposer que le programme a contribué à cette évolution positive.

Le projet du programme de suivi pour 2008 a été soumis pour approbation à la Commission. Ce projet de programme concerne également l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Pour ce qui est de la Turquie et de la Croatie, ce projet comportera quelques activités complémentaires ayant fait l'objet d'une demande par les pays.



7. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

L'Office a reçu plusieurs demandes de cofinancement de projets de recherche et de développement (R & D) au titre des règles établies par le conseil d'administration en 2002 relatives au soutien financier de projets revêtant un intérêt pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Les projets suivants ont bénéficié d'un soutien financier de l'OCVV en 2007:

- Harmonisation des essais de résistance aux maladies des espèces potagères au sein de l'Union européenne:** officiellement, le projet sur trois ans devait s'achever à la fin de 2006, mais en raison des conditions météorologiques, les essais de résistance à *Pseudomonas savastanoi* *pv phaseolicoli* du haricot commun n'ont pas pu être menés à terme avant la fin du second semestre de 2007. Les résultats et les conclusions du projet ont fait l'objet de discussions lors de la réunion annuelle des experts en espèces potagères, et le résumé du rapport a été examiné par l'Office en vue d'établir quelles recommandations pouvaient être mises en œuvre sur le plan pratique en ce qui concerne les essais DHS de tomates et de haricots communs. Le protocole «tomate» TP-44 de l'OCVV a ensuite été révisé en mars afin de prendre en compte les nouvelles techniques d'essai de résistance à ToMV, *Fusarium* et *Verticillium*. Il est estimé que les meilleures techniques de résistance aux maladies du haricot commun (BCMV, *Colletotrichum*, *Pseudomonas*) seront mises en œuvre dans la version révisée du protocole TP-12 de l'OCVV durant les premiers mois de 2008. L'Office examinera plus avant en 2008 la meilleure façon de diffuser les résultats du projet auprès des autres offices d'examen et des obtenteurs travaillant sur les deux espèces considérées.
- Collection variétale européenne de variétés de roses:** projet coordonné par le Plant Research International (PRI) et conduit par le Bundessortenamt, le NIAB et le PRI/Naktuinbouw afin de créer une compilation des caractéristiques morphologiques clés, des images et des empreintes ADN dans le but de faciliter une gestion efficace (rentable) des collections de référence. Les travaux ont démarré en 2005 et se sont terminés à la fin de 2006.



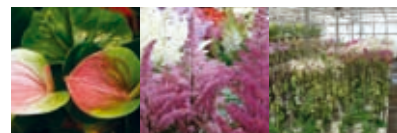
*Projet R & D sur les roses
Angers, France, avril 2007*



Groupe de travail UPOV-BMT

Les résultats ont été présentés aux obtenteurs en 2007 et au groupe de travail UPOV-BMT. Les connaissances acquises en la matière peuvent servir de base pour attacher les empreintes ADN aux descriptions des variétés et, ainsi, soutenir les obtenteurs dans leur lutte pour l'application de la protection communautaire des obtentions végétales.

- Gestion des collections de référence du colza d'hiver:** projet du NIAB, mené en collaboration avec le GEVES, le DIAS et le Bundessortenamt. Il tente de faire de l'emploi du marqueur ADN un instrument de sélection efficace des variétés de référence adéquates. Le projet a démarré en 2005 et les résultats finaux sont attendus en 2008.





*Essais DHS de tomates,
Pays-Bas*

- **Développement et évaluation de marqueurs moléculaires liés aux gènes de résistance aux maladies pour les essais DHS de tomates [option 1(a)]:** deuxième année d'un projet collaboratif de deux ans entre le PRI et le Naktuinbouw (Pays-Bas), le GEVES et l'INRA (France), ainsi que l'IVIA et l'OEVV (Espagne). Les partenaires au projet ont analysé les essais par marqueur au moyen de leurs essais antérieurs pour déterminer la reproductibilité et la robustesse. Lors d'une réunion en juin à Madrid, plusieurs variétés standards ont été choisies en vue des essais par marqueur afin d'effectuer une comparaison directe avec la caractérisation phénotypique. Le rapport final contenant les résultats et les conclusions du projet a été présenté à l'OCVV à la fin de l'année; le résumé du rapport fournit un résultat extrêmement positif, les marqueurs moléculaires montrant une corrélation très étroite avec les tests physiologiques pour toutes les caractéristiques de résistance à la maladie marquées et présentées dans l'étude. L'OCVV examinera plus avant le rapport au début de 2008 pour discuter ensuite des résultats du projet avec les partenaires et les parties prenantes au projet (offices d'examen et obtenteurs) en ce qui concerne les variétés de tomates.

- **Pommes de terre:** le projet a démarré en avril 2006. Les partenaires impliqués sont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne et le Royaume-Uni. Le projet prévoit la création d'une base de données incluant les profils de marqueur de variétés de pommes de terre, les caractéristiques morphologiques clés et une librairie de photos contenant des images de germes. L'objectif est d'identifier rapidement le matériel végétal d'une espèce à multiplication végétative dont le matériel de référence doit être transmis chaque année et de faciliter la gestion de la collection de référence.



*Germe de pomme de terre,
Bundessortenamt, Allemagne*

- **Gestion des collections de référence de pêchers:** le projet proposé est un projet collaboratif entre le GEVES et l'INRA (France), l'OEVV, l'IVIA et le CITA (Espagne), le CRO-FRU (Italie) et le Central Agricultural Office (Hongrie), qui sont les offices d'examen de l'OCVV pour *Prunus persica*. Après deux révisions de la proposition de projet et une réunion entre plusieurs parties prenantes pour les pêches/nectarines (OCVV, offices d'examen, principaux demandeurs/obteneurs) qui s'est tenue en septembre à Paris, l'Office a donné son feu vert, fin 2007, pour le lancement en 2008 de ce projet sur trois ans. Le projet vise à la création et à la gestion d'une base de données sur les pêchers via l'ensemble des offices d'examen travaillant sur ces espèces pour le compte de l'OCVV, dans le cadre de l'octroi de la



protection des obtentions végétales à l'échelon national et de l'UE. Les objectifs du projet sont les suivants:

- a) établir une collection du pêcher/brugnonier disponible à l'échelon de l'UE, structurée, le cas échéant, en groupes variétaux;
- a) établir une base de données commune contenant les descriptions phénotypiques, visuelles et moléculaires.

En mars 2007, le conseil d'administration a adopté de nouvelles règles de procédure relatives au (co)financement par l'OCVV des projets de recherche et développement. Conformément auxdites règles, les projets pouvant bénéficier d'un (co)financement — total ou partiel — doivent avoir trait à au moins l'un des domaines suivants:

- essai DHS;
- identification des variétés;
- organisation et gestion des collections de référence.

Pour toutes les demandes de financement, la procédure appliquée sera la suivante: les propositions relatives aux projets de R & D devant être (co)financées par l'OCVV sont évaluées en premier lieu par le groupe d'experts de l'OCVV compétent. Si le groupe d'experts considère que le projet est prometteur, le demandeur fournit une description plus détaillée du projet, qui est ensuite évaluée par un groupe consultatif, constitué par des représentants du conseil d'administration et des organisations professionnelles d'obteneurs et deux membres du personnel de l'OCVV, dont un préside ledit groupe. Le groupe consultatif chargé des projets de R & D conseille le président de l'OCVV au sujet d'un éventuel (co)financement par l'Office. Après avoir été finalisés, les résultats des projets sont diffusés très largement dans les milieux intéressés — les obteneurs, les groupes de travail techniques de l'UPOV et les groupes d'experts de l'OCVV. Deux ou trois ans après l'achèvement du projet, son incidence est évaluée par l'unité technique de l'OCVV et les experts du groupe d'experts de l'OCVV compétent pour ces questions. Les résultats de l'évaluation sont présentés au groupe consultatif et au président de l'OCVV.





8. FINANCES ET BUDGET

8.1. Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une protection communautaire des obtentions végétales et du produit des intérêts sur les comptes bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2007 s'élevait à 9,6 millions d'euros.

Les principales recettes perçues au cours de l'exercice 2007 sont ventilées comme suit:

	Variations	2007	2006
Taxes	6 %	9,0	8,5
Intérêts sur les comptes bancaires	7 %	0,5	0,5
Autres recettes	- 85 %	0,1	0,3
Recettes totales	3 %	9,6	9,3

- **Taxes**

Le montant total des taxes perçues en 2007 s'est élevé à 9 millions d'euros. Il se décompose de la façon suivante: 2,7 millions pour les taxes de demande, 3 millions pour les taxes d'examen, 0,3 million pour les taxes de rapport et 3 millions pour les taxes annuelles.

- **Intérêts sur les comptes bancaires**

Les comptes courants de l'Office ont produit des intérêts pour un montant de 0,5 million d'euros ⁽¹⁾.

8.2. Dépenses

Le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 12,2 millions d'euros, par rapport à 10,3 millions en 2006. La hausse de 18 % des dépenses totales est essentiellement due à la rénovation du bâtiment de l'OCVV et aux frais d'examen.

	Variations	2007	2006
Dépenses de personnel	4 %	4,6	4,4
Dépenses administratives	59 %	2,5	1,6
Dépenses opérationnelles	18 %	5,1	4,3
Dépenses totales	18 %	12,2	10,3

⁽¹⁾ Ce chiffre n'inclut pas les intérêts correspondant à l'investissement programmé jusqu'en février 2009. La part relative à 2007 est estimée à 0,1 million d'euros.

- **Dépenses de personnel**

Le montant total des dépenses de personnel s'est élevé à 4,6 millions d'euros. La quasi-totalité des crédits alloués pour les salaires a été utilisée en 2007.

- **Dépenses en matière de biens meubles et immeubles, et dépenses de fonctionnement diverses**

Le montant total des dépenses opérationnelles engagées s'est élevé à 2,5 millions d'euros, dont 1 million de décaissements durant l'exercice et 0,9 million de décaissements pour l'exercice suivant.

- **Dépenses opérationnelles**

Le montant total des dépenses opérationnelles engagées était de 5,1 millions d'euros. Le total des engagements restant à déboursier au cours des années suivantes s'élevait à 9,3 millions d'euros à la fin de 2006.

8.3. Résultat de l'exercice financier et montant cumulé reporté de l'exercice précédent

Le résultat net de l'exercice résulte de la différence entre les recettes et les dépenses, y compris les engagements reportés aux années suivantes et les engagements reportés de l'année précédente non utilisés et par conséquent annulés.

	Millions d'euros
Résultat budgétaire de l'exercice financier (a)	- 2,6
Dépenses non budgétaires (b)	0,0
Recettes non budgétaires (c)	0,4
Résultat net de l'exercice financier (= a - b + c)	- 2,2
Résultat cumulé reporté de l'exercice financier précédent	14,2
Résultat à reporter	12,0

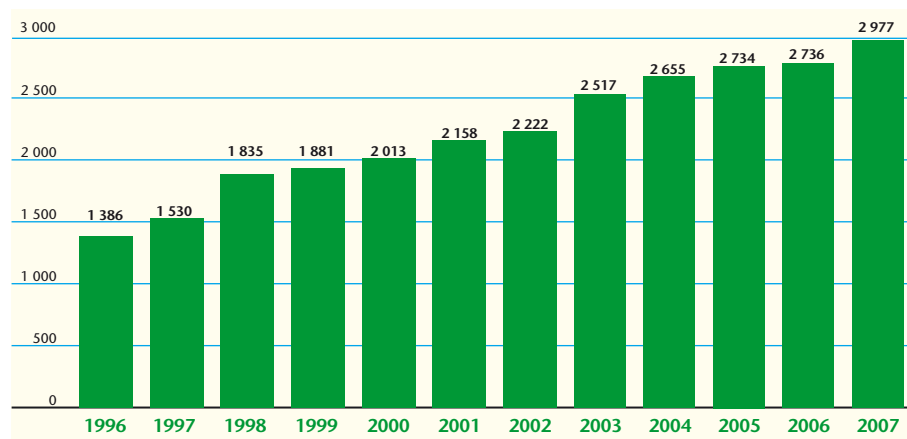


9. ÉVOLUTION DU RÉGIME COMMUNAUTAIRE

9.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales

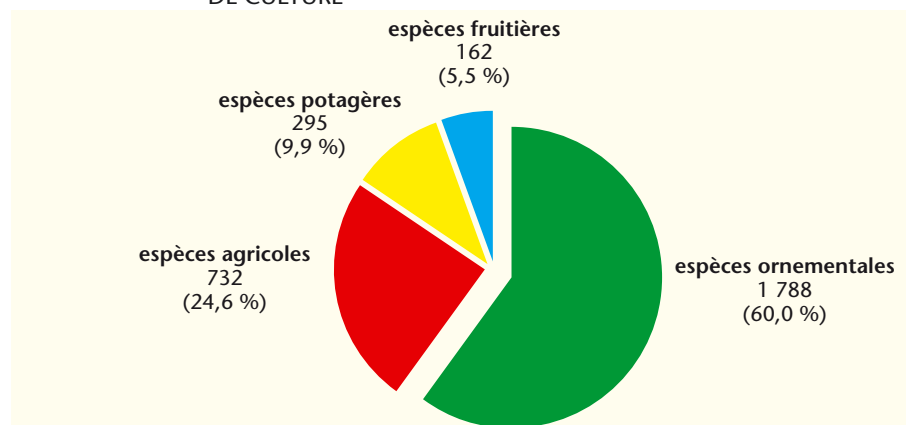
En 2007, l'Office a reçu 2 977 demandes de protection communautaire des obtentions végétales. Comme l'indique le graphique 1, ce chiffre présente une hausse de 9 % par rapport à l'année précédente.

GRAPHIQUE 1 — ÉVOLUTION DU NOMBRE ANNUEL DES DEMANDES
DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS
VÉGÉTALES (1996-2007)



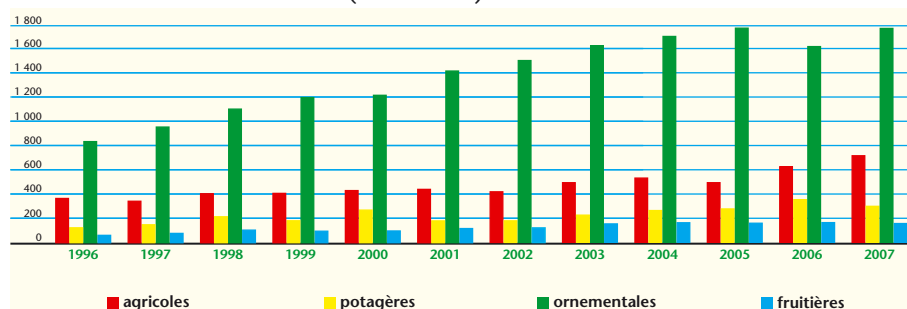
Le graphique 2 représente le nombre de demandes reçues en 2007 par secteur de culture.

GRAPHIQUE 2 — NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2007 PAR SECTEUR
DE CULTURE



Comme le montre le graphique 3, c'est dans le secteur des espèces agricoles que l'augmentation du nombre de demandes a été la plus forte, soit 20,5 %. Pour ce qui est des espèces ornementales, une hausse de 10,6 % a été enregistrée. À l'inverse, en 2007, une diminution du nombre des demandes a été enregistrée pour les espèces potagères (- 15 %) et pour les espèces fruitières (- 5 %).

GRAPHIQUE 3 — ÉVOLUTION DU NOMBRE DES DEMANDES REÇUES PAR SECTEUR DE CULTURE (1996-2007)



9.1.1. Espèces ornementales

Représentant 60 % du nombre de demandes en 2007, les variétés ornementales forment de loin le plus gros volume de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Comme illustré par le graphique 3, chaque année, les variétés ornementales revêtent une grande importance. 1 788 demandes ont été déposées en 2007 (+ 172 demandes par rapport à l'année précédente); ce chiffre se rapproche du record atteint en 2005 (1 798 demandes).

Le fait que les variétés ornementales occupent la plus grande place dans le régime de protection communautaire des obtentions végétales peut s'expliquer de la manière suivante:

- les variétés ornementales faisant l'objet de demandes de protection communautaire des obtentions végétales se multiplient presque exclusivement par voie végétative. Leur reproductibilité aisée stimule la demande de protection face à la propagation illégale (tant dans l'Union qu'à l'extérieur de celle-ci);
- le marché des variétés de nombreuses espèces ornementales s'étend dans toute l'UE tandis que, pour les autres espèces, l'adaptation régionale des variétés limite la production et la commercialisation des variétés. En conséquence, il n'est pas nécessairement rentable d'obtenir la protection de l'UE pour ces variétés;
- l'obtention de variétés à multiplication végétative prend moins de temps que l'obtention de variétés à multiplication par ensemencement dont les caractéristiques doivent être établies au travers de nombreuses générations. La combinaison de cette caractéristique avec un marché en mutation en fonction de l'évolution rapide des goûts des consommateurs et des techniques de culture est certainement une raison majeure qui justifie le dynamisme des activités d'obtention.

Deux espèces font clairement l'objet d'efforts d'obtention plus intensifs que d'autres: les roses et les chrysanthèmes ont toujours dominé le secteur en termes de nombre des demandes.

Une augmentation de la diversité des espèces pour lesquelles des demandes sont déposées s'observe dans le secteur ornemental: alors qu'en 1996 les roses et les chrysanthèmes représentaient quasiment 30 % des demandes dans le secteur, leur pourcentage en 2006 était d'environ 23 %. Le lys, le gerbera, le pélargonium, le pétunia ou l'impatiens ont toujours été des espèces importantes en ce qui concerne le nombre de demandes, mais le marché recherche en permanence de nouveaux produits, et des



Essais DHS sur des lupins, Pays-Bas



Essais DHS sur des *Calibrachoa*, Allemagne

exemple, l'obtention de *Zantedeschia* a permis de mettre au point un plus grand nombre de nouveaux coloris et une nouvelle utilisation de la variété (fleur coupée et plante en pot) pour le marché européen. Le nombre de demandes a donc fortement augmenté.

La protection de différentes espèces à multiplication végétative dont le marché est relativement limité, comme les arbustes, les arbres ornementaux et les plantes persistantes, connaît un intérêt permanent et quelques demandes ont également été enregistrées pour les variétés d'espèces destinées à la production de biomasse (*Salix*). La section du présent chapitre intitulée «Procédures pour les nouvelles espèces» répertorie les taxons — essentiellement des espèces ornementales — dont la demande a été reçue pour la première fois en 2007.

La méthode de multiplication a joué un rôle décisif et imposé la nécessité d'un régime de protection efficace. Son rôle apparaît clairement lorsqu'on regarde le nombre de demandes déposées pour les variétés d'espèces qui se propagent généralement par semences. La *Viola*, le *Cyclamen*, la *Primula*, le *Calceolaria* et le *Bellis* revêtent une grande importance pour l'industrie; or, très peu de variétés, voire aucune, ont fait l'objet d'une demande de protection communautaire. Cela dit, le développement rentable des méthodes de multiplication végétative pourrait engendrer une augmentation du nombre des demandes. Ces

tendances claires se sont dégagées dans les activités d'obtention de ces espèces. Le tableau 1 figurant ci-après donne un aperçu du nombre de demandes déposées pour quelques espèces depuis la création du régime de protection communautaire des obtentions végétales, il y a douze ans. Le nombre de demandes pour le *Saintpaulia* et le *Ficus benjamina* est en diminution, tandis que le *Phalaenopsis* a fait l'objet de la plus forte augmentation dans le courant de l'année écoulée. La *Verbena*, le *Calibrachoa*, le *Nemesia* et le *Zantedeschia* ont fait l'objet d'un nombre croissant de demandes ces dernières années. Par

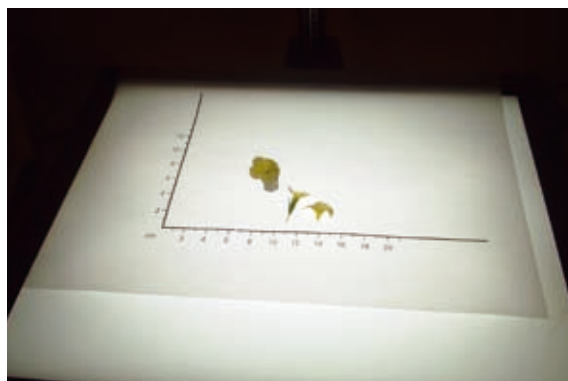
Essais DHS de *Calibrachoa*,
taille des fleurs, Allemagne

TABLEAU 1 — NOMBRE DE DEMANDES DE PROTECTION POUR CERTAINES ESPÈCES

Espèces	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
<i>Saintpaulia</i>	13	9	13	9	5	4	2	3	3	3	2	0	66
<i>Ficus benjamina</i>	17	9	6	1	2	5	2	5	2	0	1	1	51
<i>Verbena</i>	3	10	17	14	3	42	10	48	29	33	21	19	249
<i>Calibrachoa</i>	0	0	7	2	6	18	35	20	28	23	28	53	220
<i>Nemesia</i>	1	2	4	0	1	9	17	19	22	23	13	19	130
<i>Zantedeschia</i>	0	1	0	4	4	3	29	32	33	33	13	40	192
<i>Phalaenopsis</i>	2	1	6	19	28	12	5	17	40	11	47	92	280

dernières années, l'Office a reçu les premières demandes concernant les variétés d'espèces qui se propagent généralement par semences. Cependant, en raison des progrès réalisés dans le domaine de la culture tissulaire, l'Office a reçu des demandes pour des variétés de *Primula* et de *Cyclamen* à multiplication végétative.

9.1.2. Espèces agricoles

L'année 2007 a confirmé les tendances qui se dessinent dans l'agriculture avec une augmentation de 20,5 % du nombre de demandes; en 2006, le nombre de demandes avait déjà augmenté de 22 %.

Les dix principales espèces agricoles sont identiques à l'année dernière: le maïs occupe la première position, viennent ensuite le blé, les pommes de terre et l'ivraie vivace qui se situe au bas de la liste. Les évolutions les plus significatives s'observent en ce qui concerne les demandes pour le colza. Le tableau 2 figurant ci-après montre le nombre de demandes reçues pour les dix principales espèces agricoles durant les sept dernières années.

Pour ce qui est de l'examen technique des variétés candidates, dans de nombreux cas, les essais DHS ont été réalisés au préalable dans le cadre de la procédure relative à l'autorisation de commercialisation ou du dépôt de la demande. Selon l'article 27 des modalités d'exécution du règlement (CE) n° 1239/95 de la Commission, le rapport DHS peut être repris auprès de l'office d'examen compétent et constituer une base suffisante pour la décision.



Essais DHS d'orge, Bundessortenamt, Allemagne

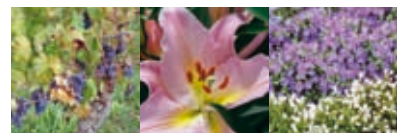
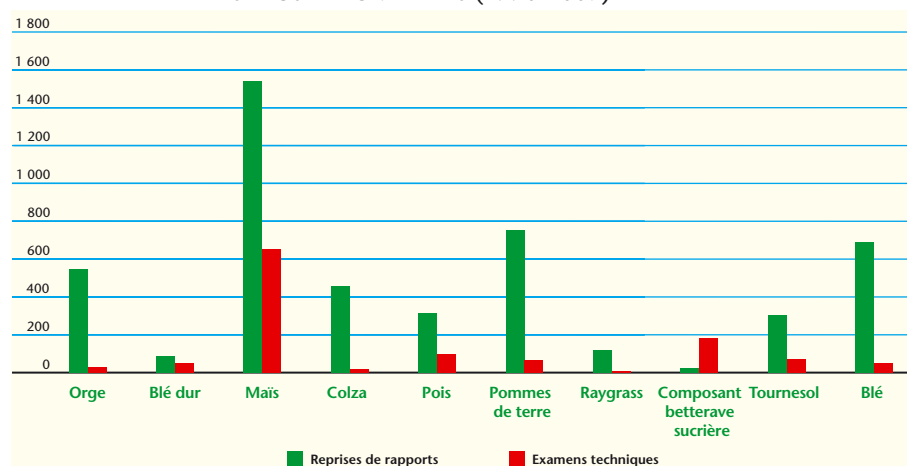


TABLEAU 2 — NOMBRE DE DEMANDES DE PROTECTION REÇUES POUR LES DIX PLUS IMPORTANTES ESPÈCES AGRICOLES

Espèces	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
<i>Zea mays</i> L.	186	168	143	184	169	181	212	248	1 987
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	45	31	61	42	75	54	76	85	642
<i>Solanum tuberosum</i> L.	51	44	44	66	50	34	84	50	626
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	31	39	40	52	52	44	45	46	481
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	16	36	29	40	41	29	44	67	403
<i>Helianthus annuus</i> L.	4	31	14	28	27	40	30	37	290
<i>Beta vulgaris</i> L. ssp. <i>vulgaris</i> var. <i>altissima</i> Döll	26	13	12	5	6	3	8	17	161
<i>Pisum sativum</i> L. sensu lato	6	13	12	9	11	21	11	13	145
<i>Triticum durum</i> Desf.	8	14	7	13	13	13	8	13	118
<i>Lolium perenne</i> L.	3	7	3	4	6	16	20	16	95
Total	406	442	417	495	536	499	610	682	5 612

Le graphique 4 montre la proportion des examens techniques effectués pour le compte de l'Office et des reprises de rapports DHS pour les espèces les plus importantes.

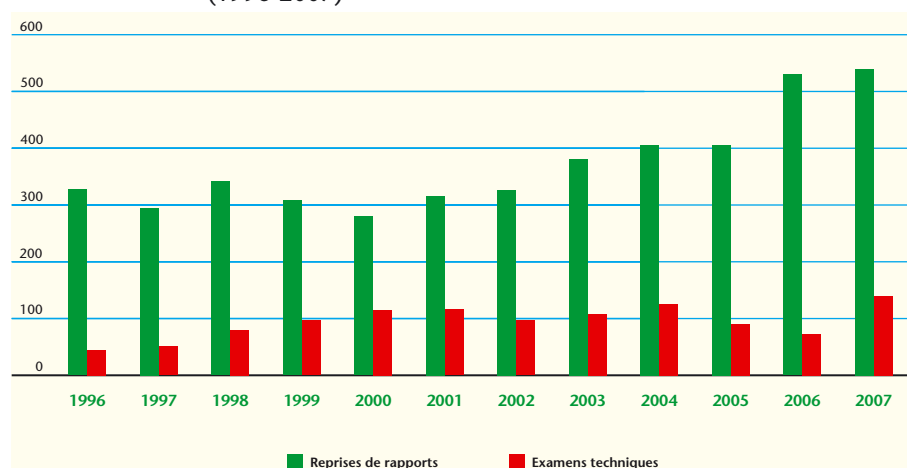
GRAPHIQUE 4 — PROPORTION DES EXAMENS TECHNIQUES ET DES REPRISSES DE RAPPORTS POUR LES ESPÈCES AGRICOLES LES PLUS IMPORTANTES (1996-2007)



Le graphique 4 indique que le nombre d'examen techniques réalisés pour le compte de l'Office est inférieur pour les variétés d'espèces de lignées naturelles, dont notamment le maïs, le tournesol et la betterave.

Le graphique 5 montre que globalement la proportion des examens techniques et des reprises de rapports pour toutes les espèces agricoles est demeurée stable durant les onze dernières années.

GRAPHIQUE 5 — PROPORTION DES EXAMENS TECHNIQUES ET DES REPRISSES DE RAPPORTS POUR L'ENSEMBLE DES ESPÈCES AGRICOLES (1996-2007)





Essais sur des graminées,
Bundessortenamt, Allemagne

Pour les espèces suivantes, une demande de protection des obtentions végétales a été déposée à l'Office pour la première fois en 2007:

- *Fallopia sachalinensis* — renouée géante;
- *Lotus corniculatus* — lotier corniculé;
- *Ornithopus sativus* Brot. — ornithope cultivé;
- *Phacelia tanacetifolia* Benth. — jacinthe des bois, phacélie à feuilles de tanaïs;
- *Raphanus sativus* L. var. *oleiformis* — radis oléifère;
- *Sida hermaphrodita* (L.) Rusby — Virginia Mallow.

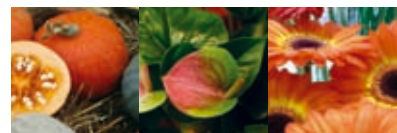
9.1.3. Espèces potagères

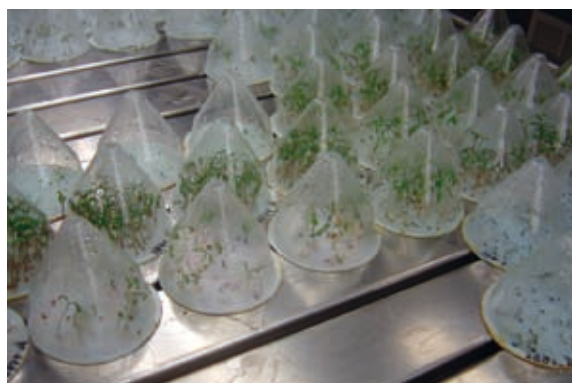
En 2007, on observe une diminution de 15 % des demandes portant sur les espèces potagères par rapport à l'année dernière (342 demandes en 2006 contre 295 en 2007), ce qui ramène le nombre de demandes concernant les espèces potagères au niveau atteint en 2005. La tendance à l'augmentation du nombre de demandes pour les tomates qui a pu être observée durant les années précédentes s'est renversée en 2007 en provoquant une chute brutale du nombre de demandes pour cette espèce qui est passé de 68 en 2006 à 27 en 2007. Cette situation pourrait être due au fait que la menace à laquelle les multiplicateurs de semences ont été confrontés durant la dernière décennie en ce qui concerne la méthode de multiplication végétative via les techniques in vitro de leurs variétés hybrides est désormais sous contrôle, aussi les multiplicateurs de semences se focalisent-ils davantage sur les variétés exigeant la protection communautaire par la voie de contrats efficaces et de l'application plus stricte de la protection des variétés protégées. La baisse de plus de la moitié des demandes concernant les tomates ainsi que la chute brutale des demandes pour les cultures de *Brassica oleracea* (12 demandes à peine en 2007 par rapport à 35 en 2006) qui diminuent depuis plusieurs années ont été les principales raisons de la réduction des demandes pour les espèces potagères en 2007.

Puisque la majorité des demandes sont originaires des Pays-Bas, l'OCVV s'adresse en premier lieu à l'office d'examen néerlandais (Raad voor Plantenrassen) aux fins de l'organisation d'un examen technique ou de l'acquisition du rapport technique (ou «reprise») relatif à une précédente demande de protection nationale d'une obtention végétale originaire des Pays-Bas. Toutefois, depuis février 2006, lorsque les autorités néerlandaises ont modifié les dispositions législatives nationales pour autoriser les doubles demandes concernant la liste nationale néerlandaise et la protection nationale



Essais DHS de laitues, Pays-Bas





Test de germination, Pays-Bas

des obtentions végétales sans frais additionnels et sous la même procédure, les multiplicateurs d'espèces potagères de l'ensemble de l'UE ont modifié les procédures de dépôt des demandes, de sorte que la grande majorité des demandes déposées à l'OCVV a d'abord été déposée aux Pays-Bas au moyen de la procédure précitée. En conséquence, l'OCVV recourt davantage à la reprise des résultats obtenus par le Raad voor Plantenrassen qu'aux examens techniques pour ce qui est des demandes concernant les espèces potagères. Il s'agit d'un renversement de tendance dans ce secteur par rapport à la dernière décennie, comme l'illustre la comparaison entre les chiffres de 2005 et de 2007. Il y a deux ans, l'OCVV a organisé 173 examens techniques d'espèces potagères avec le Raad voor Plantenrassen et a demandé 13 reprises tandis que, durant les douze derniers mois, l'OCVV a organisé 60 examens techniques avec le Raad voor Plantenrassen et a demandé 179 reprises de rapports.

GRAPHIQUE 6 — ÉVOLUTION DES EXAMENS TECHNIQUES ET DES REPRIS DE RAPPORTS DANS LE SECTEUR DES ESPÈCES POTAGÈRES

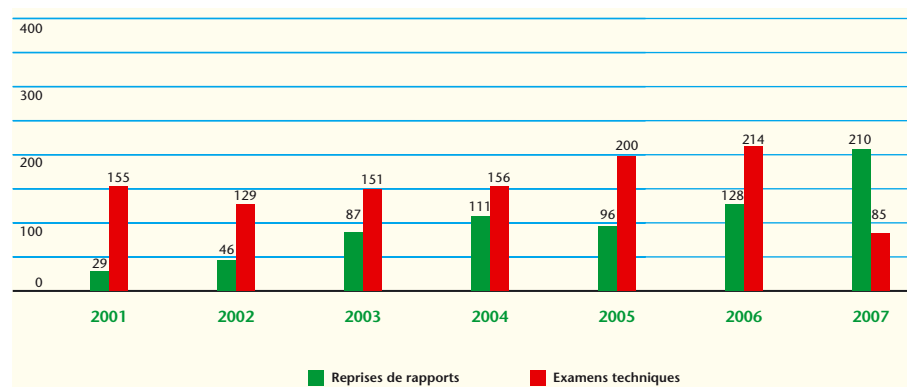


TABLEAU 3 — NOMBRE DE DEMANDES DE PROTECTION REÇUES POUR LES PRINCIPALES ESPÈCES POTAGÈRES

Espèces	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
<i>Lactuca sativa</i>	30	46	44	57	62	41	53	80	106	94	93	101	807
<i>Lycopersicon esculentum</i>	8	9	6	6	5	12	11	17	32	30	68	27	231
<i>Capsicum annuum</i>	1	2	7	1	13	8	4	5	8	15	12	23	106
<i>Cucumis sativus</i>	8	0	8	3	4	2	4	10	3	5	4	20	71
<i>Phaseolus vulgaris</i>	16	16	20	20	33	14	20	26	21	28	28	18	260



Essais DHS de fraises,
Portugal

9.1.4. Espèces fruitières

En 2007, une diminution de 5 % des demandes portant sur les espèces fruitières a été observée par rapport à l'année précédente (168 demandes en 2006 contre 162 en 2007), soit un chiffre nettement plus élevé que celui de 2005 (138 demandes). La baisse s'explique principalement par la réduction du nombre de demandes pour les pêches/nectarines, qui sont passées de 53 en 2006 à 33 en 2007, même si cette espèce occupe encore la première place en ce qui concerne les demandes annuelles dans le secteur fruitier. Cette baisse pourrait s'expliquer par le fait que les taxes d'examen pour les demandes relatives aux fruits ont considérablement augmenté le 1^{er} janvier 2007, ce qui signifie qu'un demandeur déposant une demande pour une variété fruitière doit désormais payer 7 000 euros en moyenne pour les frais d'examen avant la conclusion du rapport technique. En conséquence, un certain nombre de demandeurs majeurs pour les pêches sélectionnent plus soigneusement les variétés les plus prometteuses avant d'introduire une demande de protection communautaire des obtentions végétales.

En 2007, les représentants des demandeurs du secteur fruitier se sont également adressés à l'OCVV afin de vérifier s'il était possible de limiter le coût de l'examen technique. Une des propositions formulées en la matière a été de réduire les frais d'examen durant les années d'établissement de la variété candidate et de les augmenter durant les années d'observation lorsque les caractéristiques de la variété sont notées. Ce scénario refléterait mieux la réalité dans la station d'essai et permettrait aux demandeurs de retirer leur demande après quelques années d'examen technique si les qualités de la variété ne satisfont pas les attentes. L'Office a pris note des propositions et étudiera la possibilité d'une éventuelle mise en œuvre future.



Tableau 4 — NOMBRE DE DEMANDES DE PROTECTION REÇUES POUR LES PRINCIPALES ESPÈCES FRUITIÈRES

Espèces	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
<i>Prunus persica</i>	5	10	15	13	22	27	35	36	51	32	53	33	332
<i>Prunus armeniaca</i>	0	3	7	4	6	6	10	11	22	8	29	26	132
<i>Fragaria x ananassa</i>	23	24	16	18	15	27	13	26	7	25	21	19	234
<i>Malus domestica</i>	21	12	21	19	17	17	26	18	10	30	18	15	224
<i>Rubus idaeus</i>	1	2	6	2	1	0	3	10	4	1	4	14	48



Tableau 5 — LES 10 PRINCIPAUX PAYS EN PROVENANCE DESQUELS DES DEMANDES DE PCOV ONT ÉTÉ DÉPOSÉES, 1996-2007

Pays des principaux demandeurs	Nombre de demandes: nombres absolus (nombres relatifs)												
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
Pays-Bas	479 (34,6)	553 (36,1)	653 (35,6)	731 (38,9)	796 (39,5)	782 (36,2)	775 (34,9)	833 (33,1)	889 (33,5)	853 (31,2)	903 (33,0)	1 015 (34,1)	9 262 (34,5)
Allemagne	223 (16,1)	241 (15,8)	299 (16,3)	311 (16,5)	289 (14,4)	311 (14,4)	385 (17,3)	320 (12,7)	381 (14,3)	411 (15,0)	401 (14,7)	481 (16,0)	4 054 (15,1)
France	162 (11,7)	210 (13,7)	260 (14,2)	303 (16,1)	242 (12,0)	332 (15,4)	239 (10,8)	302 (12,0)	337 (12,7)	313 (11,5)	332 (12,1)	362 (12,1)	3 394 (12,6)
États-Unis	86 (6,2)	142 (9,3)	191 (10,4)	136 (7,2)	234 (11,6)	233 (10,8)	267 (12,0)	365 (14,5)	358 (13,5)	311 (11,4)	315 (11,5)	372 (12,5)	3 010 (11,2)
Royaume-Uni	126 (9,1)	76 (5,0)	81 (4,4)	81 (4,3)	122 (6,1)	126 (5,8)	82 (3,7)	69 (2,7)	129 (4,9)	152 (5,6)	103 (3,8)	119 (4,0)	1 266 (4,7)
Danemark	87 (6,3)	83 (5,4)	79 (4,3)	107 (5,7)	108 (5,4)	71 (3,3)	97 (4,4)	167 (6,6)	145 (5,5)	105 (3,8)	114 (4,2)	81 (2,7)	1 244 (4,6)
Suisse	47 (3,4)	48 (3,1)	45 (2,5)	57 (3,0)	51 (2,5)	34 (1,6)	52 (2,3)	108 (4,3)	142 (5,3)	260 (9,5)	230 (8,4)	100 (3,2)	1 174 (4,4)
Italie	34 (2,5)	28 (1,8)	67 (3,7)	37 (2,0)	52 (2,6)	73 (3,4)	65 (2,9)	67 (2,7)	60 (2,3)	61 (2,2)	51 (1,9)	73 (2,4)	668 (2,5)
Belgique	61 (4,4)	20 (1,3)	43 (2,3)	36 (1,9)	41 (2,0)	46 (2,1)	46 (2,1)	63 (2,5)	56 (2,1)	44 (1,6)	77 (2,8)	45 (1,5)	578 (2,2)
Japon	9 (0,7)	35 (2,3)	22 (1,2)	16 (0,9)	13 (0,7)	31 (1,4)	28 (1,3)	51 (2,0)	27 (1,0)	55 (2,0)	58 (2,1)	54 (1,8)	399 (1,5)

9.1.5. Origine des demandes

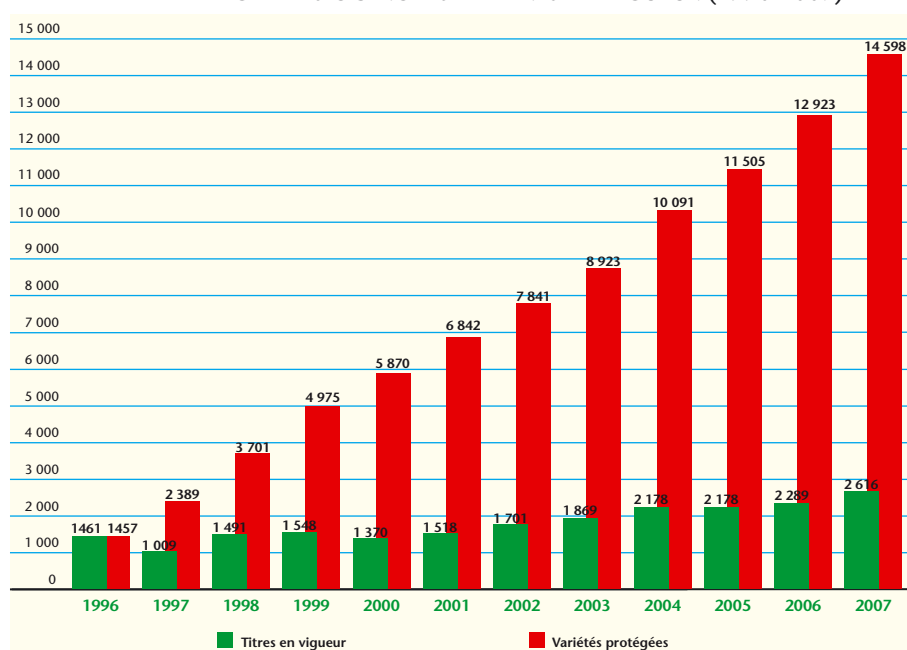
Depuis sa fondation, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes d'une cinquantaine de pays. Pendant toutes ces années ou presque, plus d'un tiers de toutes les demandes reçues provenaient des Pays-Bas, ce qui témoigne du rôle important joué par ce pays. Les Pays-Bas sont suivis de loin par l'Allemagne, la France et les États-Unis. En 2007, un des grands demandeurs de protection communautaire des obtentions végétales a transféré l'ensemble de ses demandes et de ses droits des Pays-Bas vers la Suisse. À la suite de ce transfert, la Suisse a été placée dans la liste des dix principaux pays (voir le tableau 5). En 2007, les dix principaux pays représentaient 90,8 % de toutes les demandes déposées auprès de l'OCVV. Il ressort également du tableau que, à l'exception de la Suisse, l'origine des demandes reçues ne fluctue que légèrement.

9.2. Octroi des protections

En 2007, l'Office a octroyé plus de 2 600 titres de protection communautaire. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (au 31 décembre 2007) est publiée en annexe du présent rapport annuel.

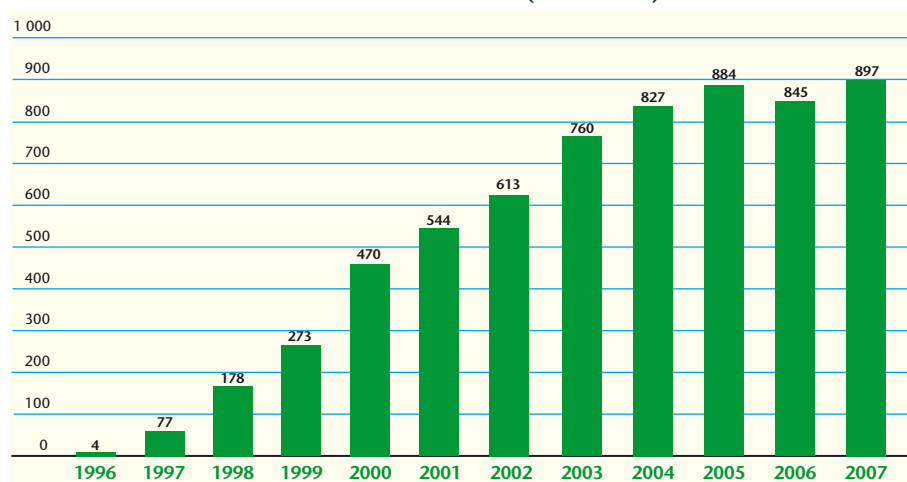
À la fin de l'année 2007, plus de 14 500 protections communautaires étaient en vigueur. Le graphique 7 montre le nombre de titres octroyés par année entre 1996 et 2007 et illustre l'augmentation constante du nombre de variétés protégées par le régime communautaire.

GRAPHIQUE 7 — TITRES DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE D'OBTENTIONS VÉGÉTALES OCTROYÉS ET TITRES EN VIGUEUR (1996-2007)



Le développement du nombre de titres de protection communautaire d'obtentions végétales en vigueur doit être considéré en conjonction avec le nombre de titres abandonnés (voir le graphique 8). Le nombre de titres octroyés l'emporte toujours aisément sur le nombre de cessions.

GRAPHIQUE 8 — NOMBRE D'ABANDONS DE TITRES DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE D'OBTENTIONS VÉGÉTALES (1996-2007)





9.3. Examens techniques

En 2007, l'OCVV a lancé 2 051 examens techniques qui ont été réalisés par les différents offices d'examen travaillant pour le compte de l'Office.

9.3.1. Ventes de rapports

Les autorités nationales d'autres pays fondent régulièrement leurs décisions relatives aux demandes de protection des obtentions végétales sur les examens techniques réalisés pour le compte de l'OCVV (coopération internationale, reprise de rapports). Le graphique 9 montre le nombre de rapports que l'Office a mis à la disposition d'autres autorités.

À la fin de 2007, l'Office avait vendu 2 050 rapports techniques à 34 pays. Les pays les plus importants figurent dans le tableau présenté ci-après.

GRAPHIQUE 9 — ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RAPPORTS D'ESSAIS DHS FOURNIS À D'AUTRES AUTORITÉS DE PROTECTION DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES

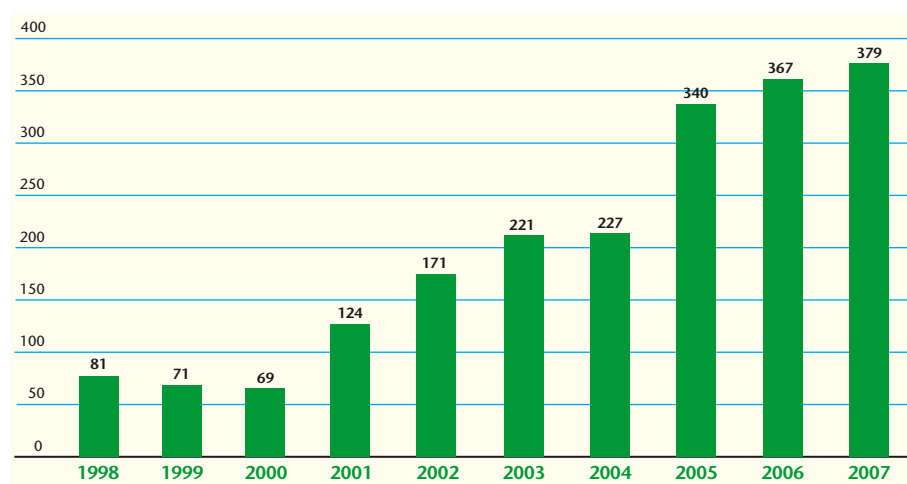


TABLEAU 6 — LES 8 PRINCIPAUX PAYS AYANT ACHETÉ DES RAPPORTS TECHNIQUES DHS DE L'OCVV, 1998-2007

Pays	Nombre de rapports achetés auprès de l'OCVV (1998-2007)
Israël	421
Suisse	229
Équateur	184
Norvège	179
Nouvelle-Zélande	163
Brésil	163
Colombie	117
Kenya	115

9.3.2. Relations avec les offices d'examen

a) Onzième réunion annuelle avec les offices d'examen

La réunion de l'OCVV avec ses offices d'examen en 2007, à laquelle participent également des représentants de la Commission européenne, de l'UPOV et des organisations professionnelles d'obteneurs (ESA et Ciopora), a dû être reportée à mars 2008 (en raison d'une grève dans le secteur ferroviaire en France).

b) Élaboration des protocoles de l'OCVV

En 2007, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration de protocoles techniques pour les essais DHS qui ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration (voir le chapitre 4). Les réunions suivantes ont été organisées:

- experts en espèces agricoles: un projet de protocole a été examiné pour le *Linum* (lin et graines de lin);
- experts en espèces fruitières: révisions des projets de protocoles pour quatre espèces (abricots, myrtilles, souches mères *Prunus* et *Lonicera*);
- experts en espèces ornementales: discussion sur des révisions ou des projets de protocoles pour treize taxons botaniques (*Anthurium*, *Dendrobium*, *Impatiens walleriana*, *Phalaenopsis*, *Osteospermum*, *Verbena*, *Clematis*, *Diascia*, *Begonia x hiemalis*, *Gypsophila*, *Sutera* et *Jamesbrittenia* et *Rhododendron simsii*).

c) Poursuite du développement de la base de données centralisée sur les dénominations variétales

En juillet 2005, l'Office a mis en ligne un site internet afin d'évaluer les similitudes entre différentes propositions de dénominations variétales. Actuellement, la base de données contient plus d'un demi-million de dénominations provenant de listes d'inscriptions nationales et de registres de protection des obtentions végétales de l'UE et des États membres de l'UPOV. L'accès à la base de données n'est plus limité aux autorités nationales des États membres de l'UE, à la Commission européenne et à l'UPOV. En 2007, l'Office a mis au point une nouvelle version du site internet offrant aux demandeurs et à leurs représentants chargés des procédures qui sont basés dans l'UE la possibilité d'effectuer une vérification préalable des propositions de dénomination pour isoler les éventuelles similitudes.



Essais DHS de bégonias tubéreux, Pays-Bas

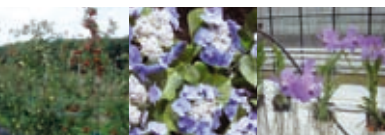


d) Réunions des experts techniques

Quatre réunions et conférences téléphoniques avec des experts en espèces agricoles ont eu lieu dans l'année pour discuter de la conception d'essais et de normes d'uniformité pour le blé, de la révision du protocole technique pour le colza et de la préparation des protocoles techniques pour le *Lolium* et la *Festuca* et, lors d'une autre réunion, d'un protocole technique relatif au *Linum*.

Une réunion d'experts en culture fruitière a été tenue en vue de discuter des points suivants: la révision du protocole technique de l'OCVV pour les variétés d'abricot; le développement de nouveaux protocoles d'essai relatifs à la myrtille et aux souches mères *Prunus* et *Lonicera*; les documents phytosanitaires; les informations relatives aux caractéristiques non observées et les phases d'expression imprévues; les photographies et la description des variétés candidates ayant subi les essais DHS.

Une réunion d'experts en culture potagère a été tenue en vue de discuter: de la révision des protocoles techniques de l'OCVV pour le brocoli, la mâche, la laitue, le melon, le poivron, la tomate; de la mise au point de nouveaux protocoles d'essai pour le persil,



le haricot d'Espagne, la pastèque; de la coordination de l'OCVV pour l'UPOV sur la valeur des caractéristiques de classification concernant la tomate; de l'obligation d'observer l'ensemble des caractéristiques dans les protocoles techniques de l'OCVV; de la discussion sur les résultats du projet de R & D «Harmonisation des essais de résistance aux maladies des espèces potagères au sein de l'Union européenne».

Les experts en espèces ornementales se sont réunis pour discuter des questions techniques que sont les informations relatives aux caractéristiques non observées, l'organisation des vérifications techniques et des éventuels projets de R & D ainsi que des protocoles techniques pour treize taxons botaniques.

e) Collaboration avec le Japon

En 2006, le ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) et l'OCVV ont lancé une coopération relative aux examens techniques. Dans le cadre de cette coopération, les experts du Japon se sont rendus à l'OCVV et dans ses offices d'examen au Danemark, en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les membres de l'OCVV ont visité l'office d'examen du Japon travaillant pour le compte du MAFF. Ces visites techniques avaient pour but d'harmoniser la conduite des



Essais DHS de nénuphars effectués pour le compte de l'OCVV, Japon

examens techniques concernant plusieurs espèces ornementales. En conséquence, en 2007, à dix-huit reprises, le MAFF a fondé sa décision relative aux demandes de protection d'obtentions végétales sur l'examen technique réalisé par les offices d'examen européens. Au cours des prochaines années, l'Office prévoit également de fonder sa décision sur les examens DHS réalisés au Japon pour les variétés de *Petunia* et *Calibrachoa*.

f) Discussion stratégique sur les futurs essais DHS

La discussion stratégique s'est conclue en 2007 au terme d'un processus sur deux ans. Elle a révélé que les exigences de qualité relatives aux essais DHS devraient être un principe directeur permettant d'attribuer à un office d'examen le statut d'office d'examen habilité. L'application d'exigences clairement définies est par conséquent nécessaire, et la vérification de ces exigences devrait être réalisée sur une base régulière par une équipe chargée du contrôle. Un autre principe directeur a également été établi lorsque les autorités communautaires et nationales responsables de l'établissement des listes, ainsi que les autorités communautaires et nationales de protection des variétés végétales, ont accepté le principe «une clé ouvre plusieurs portes» selon lequel un rapport technique unique peut être accepté à des fins d'inscription et de protection officielles des variétés végétales dans toute l'UE.

L'Office a ensuite rédigé un document pour définir les exigences de qualité vérifiables (en prenant pour exemple *Brassica napus*). Ce document qui comporte trois chapitres identifie les exigences de qualité pouvant être appliquées aux offices d'examen souhaitant acquérir le statut d'office d'examen habilité et/ou souhaitant conserver ce statut:

- chapitre 1: sur les exigences relatives aux questions générales et organisationnelles;
- chapitre 2: sur les exigences relatives à l'utilisation des protocoles techniques. À cet égard, les exigences de qualité devraient être respectées tant pour une espèce spécifique que pour un groupe d'espèces devant être défini dans chaque cas spécifique;
- chapitre 3: sur les exigences relatives à la composition et la gestion des collections de variétés. En l'occurrence, les exigences doivent être respectées tant pour les espèces spécifiques que pour les groupes d'espèces.

Prenant acte du feu vert donné par le conseil d'administration durant sa réunion de novembre, l'OCVV doit désormais veiller à mettre en place une unité autonome chargée du contrôle au sein de l'Office; elle devrait avoir pour fonction de vérifier quels offices d'examen adhèrent aux exigences de qualité.

g) Procédures pour les nouvelles espèces

Au cours de l'année 2007, l'OCVV a reçu des demandes concernant des variétés de 99 taxons botaniques pour lesquels aucune demande de PCOV n'avait été déposée auparavant. Trois enquêtes (appelées «procédures applicables aux nouvelles espèces») ont été lancées par l'OCVV en 2007. Ces trois enquêtes ont permis au conseil d'administration d'attribuer les 54 nouveaux taxons botaniques suivants à des offices d'examen:



Échantillonnage pour test viral, Pays-Bas

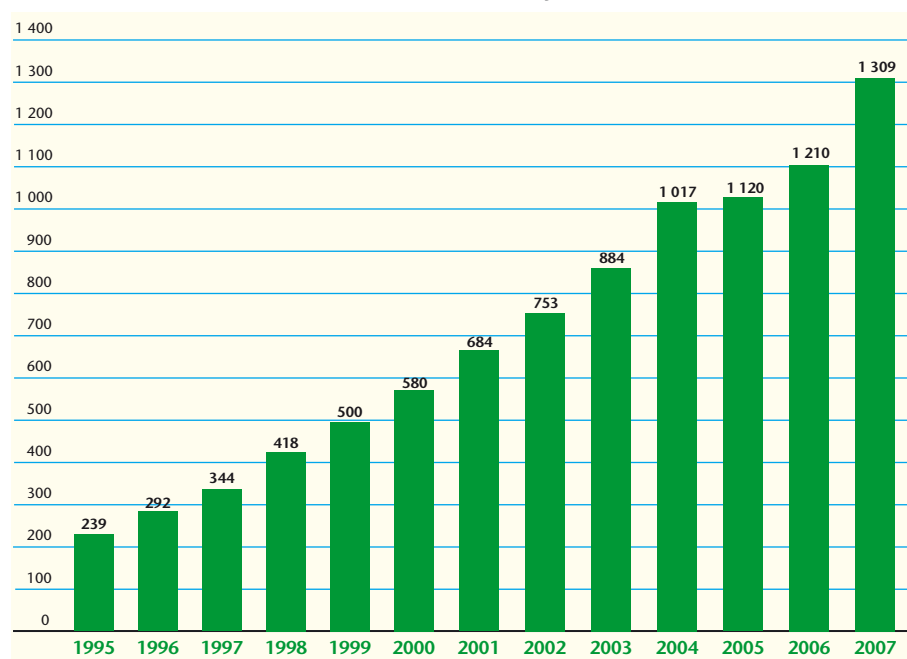
Ananas comosus (L.) Merr.
Ananas lucidus Mill.
Arabis blepharophylla Hook. & Arn.
Arbutus unedo L.
Argyranthemum Webb ex Schultz Bip.
Aronia melanocarpa (Michx.) Elliott
Borago officinalis L.
Chamaecyparis pisifera (Siebold & Zucc.) Endl.
Chirita tamiana B. L. Burt
Choisya Kunth
Cistus × *incanus* L.
Cleome spinosa Jacq.
Corydalis moorcroftiana Wall. ex Hook. f. & Thomson × *C. wilsonii* N. E. Br.
Corydalis shimienensis C. Y. Wu & Z. Y. Su
Crataegus succulenta Schrad. ex Link
Cucurbita moschata Duchesne
Cucurbita pepo var. *styriaca* Greb.
Dianella Lam. ex Juss.
Dianella prunina R. J. F. Hend.
Echinops ritro L.
Eucalyptus gunnii Hook. f.
Griselinia littoralis (Raoul) Raoul
Helianthemum Mill.
Hippophae rhamnoides L.
Isopogon formosus R. Br.
Leucadendron R. Br.
Lotus corniculatus L.
Lythrum L.
Mangifera indica L.
Mentha × *piperita* L.
×*Miltonidium hort.*
Musa acuminata Colla (ornamentale)
Nymphaea capensis Thunb.
Osteospermum L.
Paulownia elongata S. Y. Hu X
Paulownia elongata S. Y. Hu × *P. fortunei* (Seem.) Hemsl.
Pedilanthus tithymaloides (L.) Poit.
Persea americana Mill.
Phacelia tanacetifolia Benth.
Phormium J. R. Forst. et G. Forst.



Phormium cookianum Le Jol.
Pistia stratiotes L.
Prunus dulcis (Mill.) D. A. Webb
(Prunus persica x Prunus davidiana) x Prunus x amygdalopersica (Weston) Rehder
Raphanus sativus L. var. *oleiformis* Pers.
Rhipsalis ewaldiana Barthlott & N. P. Taylor
Rhipsalis teres (Vell.) Steud.
Sida hermaphrodita (L.) Rusby
Solanum glaucophyllum Desf.
Solanum quitoense Lam.
Stenotaphrum secundatum (Walter) Kuntze
Tacitus bellus Moran & J. Meyrán
[syn: *Graptopetalum bellum* (Moran & J. Meyrán) D. R. Hunt]
Tricyrtis Wall.
x Vuylstekeara hort.

Le graphique 10 montre l'évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCVV a reçu des demandes. À la fin de 2007, des demandes pour des variétés appartenant à 1 309 taxons botaniques ont été déposées auprès de l'Office.

GRAPHIQUE 10 — ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TAXONS BOTANQUES POUR LESQUELS L'OCVV A REÇU DES DEMANDES



h) Liste des offices d'examen travaillant pour le compte de l'OCVV

Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W)

Département «Production végétale»

Rue de Liroux 9

B-5030 Gembloux, Belgique

<http://www.cra.wallonie.be>

Instituut voor Landbouw- en Visserijonderzoek (ILVO)

Burgemeester van Gansberghelaan 109

B-9820 Merelbeke, Belgique

<http://www.ilvo.vlaanderen.be>

Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture (UKZUZ)

Hroznova 2

CZ-656 06 Brno, République tchèque

<http://www.ukzuz.cz/en/index.php>

Ministry for Food, Agriculture and Fisheries

Plant Directorate Department of Variety Testing

Teglvaerksvej 10, Tystofte

DK-4230 Skælskør, Danemark

<http://eng.agrsci.dk>

Bundessortenamt (BSA)

Osterfelddamm 80 Postfach 610440

D-30627 Hannover, Allemagne

<http://www.bundessortenamt.de>

Plant Production Inspectorate

Variety Control Department

Vabaduse plats 4

EE-71020 Viljandi, Estonie

<http://www.plant.agri.ee>

Department of Agriculture, Fisheries and Food (DAFF)

Office of the Controller of Plant Breeders' Rights

Backweston Farm

Leixlip CO. Kildare

Ireland

<http://www.gov.ie/daff>

Ministry of Rural Development and Food

Directorate of inputs of Plant Productions Section A

Acharnon Street 2

GR-10167 Athina, Grèce

<http://www.varinst.gr>

Oficina Española de Variedades Vegetales

Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino

Calle Alfonso XII, 62

E-28014 Madrid, Espagne

<http://www.mapya.es>

Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES)

La Minière

F-78285 Guyancourt Cedex, France

<http://www.geves.fr>

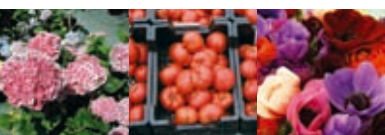
Ente Nazionale delle Sementi Elette (ENSE)

Via Ugo Bassi, 8

I-20159 Milano, Italie

<http://www.ense.it>





Consiglio per la Ricerca e la Sperimentazione in Agricoltura (CRA)
 Ex-Istituto Sperimentale per la Frutticoltura
 Via di Fioranello, 52
 I-00134 Roma, Italie
<http://frutticoltura.entecra.it>

Consiglio per la Ricerca e la Sperimentazione in Agricoltura (CRA)
 Ex-Istituto Sperimentale per la Viticoltura di Conegliano
 Viale XXVIII Aprile, 26
 I-31015 Conegliano Veneto (TV), Italie
<http://www.inea.it/isv/index.html>

Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia
 Plant Variety Testing Department
 Lubānas Street 49
 LV-1073 Riga, Lettonie
<http://www.vaad.gov.lv>

Central Agricultural Office (OMMI)
 Keleti Karoly U. 24
 H-1024 Budapest, Hongrie
<http://www.ommi.hu>

Raad voor Plantenrassen
 Bennekomseweg 41
 6717 LL Ede
 Nederland
<http://www.plantenrassen.nl>

Bundesamt für Ernährungssicherheit
 Spargelfeldstraße 191 Postfach 400
 A-1226 Wien, Autriche
<http://www.ages.at>

Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych (Coboru)
 PL-63-022 Slupia Wielka, Pologne
<http://www.coboru.pl>

Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural (DGADR)
 Divisão de Sementes, Variedades e Recursos Genéticos
 Edifício 2 Tapada de Ajuda
 P-1349-018 Lisboa, Portugal
<http://www.dgadr.pt>

Central Controlling and Testing Institute in Agriculture (UKSUP)
 Variety Testing Department
 Matuskova, 21
 SK-83316 Bratislava, Slovaquie
<http://www.uksup.sk>

Statens Jordbruksverk Utsädesenheten
 Onsjövägen
 S-268 31 Svalöv, Suède
<http://www.sjv.se>

Plant Variety Rights Office (PVRO)
 Department for Environment Food and Rural Affairs (DEFRA)
 White House Lane, Huntingdon Road
 Cambridge CB3 0LF
 United Kingdom
<http://www.defra.gov.uk>

National Institute of Agricultural Botany (NIAB)
Ornamental crops
Huntingdon Road
Cambridge CB3 0LE
United Kingdom
<http://www.niab.com>

Plant Breeder's Rights Office
Discovery House
Phillip ACT 2606, Australie
<http://www.ipaustralia.gov.au/pbr/index.shtml>

Plant Breeders' Rights Testing Unit
The Volcani Center PO Box 6
IL-50250 Beit Dagan, Israël
<http://www.agri.gov.il/PlantProtection.html>

New Zealand Plant Variety Rights Office
205 Victoria Street
NZ-6141 Wellington, Nouvelle-Zélande
<http://www.pvr.govt.nz>

La liste des espèces testées par chaque office d'examen habilité est annexée au présent rapport annuel.



*Essais DHS de piments,
Pays-Bas*



9.4. Agents de liaison techniques

L'OCVV veille à entretenir une relation de travail étroite et efficace avec les offices d'examen et les offices nationaux des États membres. Par conséquent, en 2002, l'Office a officiellement mis en place un réseau d'agents de liaison responsables au niveau technique dans les États membres, à savoir les «agents de liaison techniques». Ces agents de liaison jouent un rôle déterminant dans les relations entre l'Office et ses offices d'examen.

Les principes suivants s'appliquent:

- l'agent de liaison technique est désigné par le membre habilité du conseil d'administration;
- chaque État membre dispose d'un agent de liaison technique;
- les changements de personnes sont communiqués à l'OCVV par l'intermédiaire du membre habilité du conseil d'administration.

Le rôle de l'office de liaison technique peut en général être défini comme celui de point de contact pour l'Office à un niveau technique. Cela signifie notamment ce qui suit:

- les invitations à la réunion annuelle des offices d'examen sont adressées en premier lieu à la personne précitée. Si l'agent de liaison technique n'assiste pas à la réunion en personne, il ou elle communique à l'OCVV le nom de la personne qui s'y rendra;
- les invitations aux groupes d'experts au niveau technique sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique chargé de la nomination à l'OCVV de l'expert concerné. Lorsqu'un groupe a été établi, les communications et les invitations ultérieures sont directement adressées à l'expert désigné;
- l'agent de liaison technique est la personne chargée à l'échelon national de la diffusion des informations ayant une pertinence technique en ce qui concerne le régime de protection communautaire des obtentions végétales dans son pays ou au sein de son administration, à savoir informer les collègues (experts en culture) des conclusions dégagées lors de la réunion annuelle des offices d'examen, etc.;
- les études techniques, qui sont envoyées par l'OCVV pour collecter des informations, sont communiquées aux agents de liaison techniques. Citons à titre d'exemple:
 - les procédures relatives aux nouvelles espèces, pour préparer la proposition en vue de la nomination des offices d'examen au conseil d'administration,
 - les questionnaires relatifs aux dates de clôture, aux exigences de qualité, aux essais relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM), etc.;
- pour ce qui est des communications techniques générales, l'Office contacte d'abord l'agent de liaison technique, de façon qu'il soit possible de discuter d'une variété spécifique en premier lieu au niveau de l'expert en culture au sein de l'office d'examen et de l'expert concerné au sein de l'OCVV.

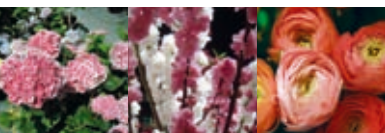


*Essais DHS de pois,
France*

La version actualisée de la liste d'agents de liaison techniques habilités (au 31 décembre 2007) est présentée ci-dessous:

John Austin	Ministry of Agriculture and Forestry Executive Agency of Variety Testing, Field Inspection and Seed Control Bulgarie
Bronislava Bátorová	UKSUP Central Controlling and Testing Institute in Agriculture Variety Testing Department Slovaquie
Julia Borys	Coboru Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych Pologne
Maureen Delia	Ministry for Rural Affairs and the Environment Agricultural Services Laboratories Agricultural Services and Rural Development Division Seeds and other Propagation Material Unit Malte
Gerhard Deneken	Ministry for Food, Agriculture and Fisheries Plant Directorate Department of Variety Testing Danemark
José Fernandes	DGADR Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural Divisão de Sementes, Variedades e Recursos Genéticos Portugal
Krieno Fikkert	Raad voor Plantenrassen Pays-Bas
Bruno Foletto	Commission européenne Direction générale de la santé et de la protection des consommateurs Belgique
Barbara Fuernweger	Bundesamt für Ernährungssicherheit Autriche
Zsuzanna Füstös	Central Agricultural Office Hongrie
Joël Guiard	GEVES Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences France
Sigita Juciuvienė	Lithuanian State Plant Varieties Testing Center Lituanie
Sofija Kalinina	Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia Plant Variety Testing Department Lettonie
Ulf Kjellstrom	Statens Utsädeskontroll Suède





Angelos Kyrtzis	Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment Department of Agriculture Chypre
David McGilloway	Department of Agriculture, Fisheries and Food Office of the Controller of Plant Breeders' Rights Irlande
Andy Mitchell	Plant Variety Rights Office (PVRO) Department for Environment Food and Rural Affairs (DEFRA) Royaume-Uni
Kaarina Paavilainen	KTTK — Plant Production Inspection Centre Seed Testing Department Finlande
Adriana Paraschiv	State Office for Inventions and Trademarks Roumanie
Eha Puusild	Plant Production Inspectorate Variety Control Department Estonie
Martina Rogelj-Zupan	Ministry for Agriculture, Forestry and Food Phytosanitary Administration of the Republic of Slovenia Plant Varieties and Seeds Section Slovénie
Beate Rücker	Bundessortenamt Allemagne
Radmila Safarikova	UKZUZ Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture République tchèque
Luis Salaices Sánchez	Oficina Española de Variedades Vegetales Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación Espagne
Achilios Sotiriou	Variety Research Institute of Cultivated Plants Grèce
Domenico Strazzulla	MIPAF — Ministero delle Politiche Agricole e Forestali Dipartimento della Qualità dei Prodotti Agroalimentari e dei Servizi Italie
Camille Vanslebrouck	Ministère des affaires économiques Belgique
Marc Weyland	Administration des services techniques de l'agriculture Service de la production végétale Luxembourg

10. DÉVELOPPEMENTS DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE

En 2005, l'Office communautaire des variétés végétales a décidé de créer un site extranet dédié à sa clientèle. L'objectif de ce site est de permettre aux clients de l'OCVV établis dans l'Union européenne (représentants et demandeurs) de consulter les informations relatives à leurs dossiers (statut de la demande, taxes en attente, notes de crédit et de débit) et de récupérer les documents (impressions du bulletin d'information, etc.).

L'étude et l'élaboration ont démarré en 2005 et en 2006 et ont mené au lancement public officiel le 1^{er} mars 2007. Une lettre de présentation a été envoyée à l'ensemble de la clientèle. Les nouveaux clients qui se sont enregistrés dans le système ont également reçu les instructions relatives à l'utilisation du nouveau site internet. Globalement, le service a reçu un accueil très favorable, quelques suggestions ont été faites par les clients et certaines mises à jour ont été réalisées.

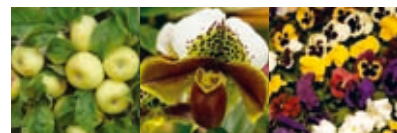
En février 2007, l'OCVV a publié sur son site internet une base de données incluant la jurisprudence en matière de protection des obtentions végétales. Cette base de données contient les décisions relatives à la protection des obtentions végétales prises par les tribunaux des États membres et européens. La base de données est mise à jour en permanence. Le texte complet de la décision est publié dans la langue du cas concerné, et un résumé en anglais est inclus pour chaque cas. Afin d'être informé des nouvelles affaires, l'OCVV travaille avec les contributeurs de chaque État membre répertorié sur le site internet de l'OCVV. Les contributions du public sont également les bienvenues.

En ce qui concerne le site internet, les travaux de l'OCVV sont désormais de deux ordres: en premier lieu, la mise en place d'un système de demandes en ligne; en second lieu, l'extension de l'extranet dédié aux agents de liaison techniques et, d'une manière plus générale, aux offices d'examen.

L'étude sur les demandes en ligne a été lancée en avril 2007 et se poursuivra jusqu'en mars 2008.

L'étude portant sur les nouvelles fonctionnalités devant être partagées avec les offices d'examen a été lancée en septembre 2007 et a mené à la création d'un groupe de travail composé d'experts issus de plusieurs offices d'examen, pour discuter des questions relatives à l'échange de données électroniques et des formulaires électroniques. Dans l'intervalle, au cours de l'année 2007, plusieurs fonctionnalités de consultation ont été élaborées, et leur lancement est prévu en mars 2008.

De nouvelles fonctionnalités ont été élaborées au niveau de la base de données centralisée sur les dénominations variétales pour permettre le test des propositions de dénominations à travers toutes les espèces contenues dans la base de données et permettre de lancer des tests par lot: l'Office prévoit de tester d'une manière systématique les



Extranet client

dénominations proposées par les pays extraeuropéens membres de l'UPOV lorsqu'ils soumettent leurs données pour le CD-ROM UPOV.

Les programmes de logiciels comptables existants, SI2, pour la comptabilité budgétaire et, Exact, pour le grand-livre, ont été remplacés par un logiciel totalement intégré, PIA5, fourni par l'entreprise Ordiges. Des services web ont été mis au point par Ordiges afin d'intégrer PIA5 au logiciel interne PVR en vue de la gestion des demandes et des titres. Ce nouveau système d'information totalement intégré a été lancé le 1^{er} janvier 2008.

La phase d'étude relative au nouveau système de gestion de documents a également été finalisée en 2007 avec la participation active des services informatiques. Cette étude a été utilisée comme base pour le lancement de l'appel d'offres au terme duquel une entreprise a été sélectionnée pour la mise en œuvre du projet en 2008.

Enfin, l'équipe informatique s'est adjoint une nouvelle collègue en 2007. Elle s'est consacrée à la poursuite du développement du logiciel interne PVR dans lequel toutes les procédures liées au traitement des demandes sont informatisées.



11. CONTACTS AVEC LES ORGANISATIONS EXTERNES

11.1. Contacts avec l'ESA et la Ciopora

a) Réunions préliminaires

Au cours des réunions régulières avec l'Office, les représentants des organisations d'obteneurs de variétés végétales ont la possibilité de formuler des commentaires sur les différents points inscrits à l'ordre du jour du conseil d'administration. Par la suite, l'Office informe le conseil d'administration du contenu de ces réunions.

b) Réunion annuelle de l'ESA

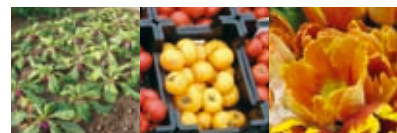
Des représentants de la direction de l'Office ont participé à l'assemblée générale de l'European Seed Association (ESA) qui s'est tenue à Bruxelles (les 16 et 17 octobre 2007) ainsi qu'à plusieurs réunions de sections spécialisées.

c) Réunion annuelle de la Ciopora

Le président de l'Office a participé à la réunion annuelle de la Communauté internationale des obteneurs de plantes ornementales et fruitières de reproduction asexuée (Ciopora) qui s'est tenue les 23 et 24 avril 2007 à Mexico.



Gerbera



11.2. Contacts avec l'UPOV

L'OCVV participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. En juillet 2005, la Communauté européenne est devenue membre de l'UPOV.

En tant que membres de la délégation de la Communauté européenne, en 2007, les fonctionnaires de l'OCVV ont participé aux travaux de l'UPOV et assisté aux réunions des instances et comités suivants de l'Union internationale:

- conseil de l'UPOV;
- comité juridique et administratif;
- comité technique;
- groupes de travail techniques (plantes agricoles, plantes potagères, plantes fruitières, plantes ornementales et arbres forestiers);
- groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires (BMT) et ses sous-groupes spécialisés;
- comité de rédaction élargi;
- groupe consultatif du comité juridique et administratif.



*Séminaire UPOV,
Kenya, juin 2007*

Le vice-secrétaire général de l'UPOV participe à la plupart des réunions du conseil d'administration de l'OCVV. Le personnel de direction de l'UPOV assiste également régulièrement aux réunions d'experts ou aux groupes de travail organisés par l'OCVV qui traitent des aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCVV a signé un protocole d'entente avec l'UPOV portant sur un programme de coopération. Dans ce cadre, l'OCVV a échangé des informations avec l'UPOV lors du développement de sa base de données centralisée sur les dénominations variétales afin d'assurer la compatibilité avec la base de données existante sur les variétés végétales de l'UPOV (CD-ROM UPOV). Les deux bases de données contiennent des informations sur les variétés végétales pour lesquelles une protection a été octroyée ou qui font l'objet d'une demande de protection, de même que sur celles qui sont intégrées dans les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation.

La base de données centralisée de l'OCVV repose sur des codes attribués à des noms botaniques qui sont décidés par l'UPOV. Depuis sa mise en service en juillet 2005, l'Office et l'UPOV mettent amplement en commun leurs données respectives, l'UPOV recueillant des données auprès de pays membres de l'UPOV mais non membres de l'UE, tandis que l'Office compile les données en provenance de l'UE. L'OCVV a collaboré avec l'UPOV à l'attribution des codes aux noms d'espèces de variétés du CD-ROM UPOV.

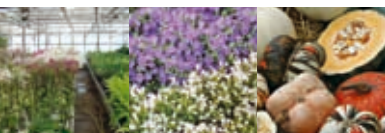
Plusieurs régions du monde regroupant des membres de l'UPOV, telles que l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, commencent à s'intéresser aux aspects précis et aux résultats des régimes de protection des variétés végétales de dimension régionale ainsi qu'à l'expérience acquise en la matière. Il est fréquent que l'OCVV envoie des intervenants dans les colloques et séminaires techniques organisés par l'UPOV.

11.3. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

L'organisation intergouvernementale (OAPI) établie à Yaoundé, au Cameroun, veille à l'application de la convention de Bangui qui a institué un système régional de protection des droits de propriété intellectuelle dont fait partie la protection des obtentions végétales. Elle est, de ce fait, particulièrement intéressée par l'expérience acquise par l'OCVV dans la gestion d'un système communautaire.

Le président de l'Office et le directeur général de l'OAPI ont conclu un protocole d'entente établissant le cadre d'une future coopération. La décision du conseil d'administration de l'OAPI de rendre le système de protection du droit d'obtenteur opérationnel en 2006 et sa mise en œuvre offriront de multiples occasions de coopérer dans plusieurs domaines d'activité.

Il est procédé à un échange régulier de publications.



11.4. Participation aux salons internationaux

L'OCW considère que sa participation à des salons internationaux est utile pour promouvoir le régime communautaire de protection des obtentions végétales, établir des contacts directs avec les demandeurs et fournir des informations aux obtenteurs. En 2007, l'Office a participé à six salons, soit deux fois plus que les années précédentes.

À la fin du mois de janvier 2007, l'Office prenait part pour la cinquième fois à l'IPM à Essen (Allemagne), partageant un stand avec l'office d'examen allemand, le Bundessortenamt. Bien que le salon soit ouvert à l'ensemble du secteur horticole, il se concentre plus particulièrement sur les espèces ornementales.

Au début du mois de février, l'Office était également présent avec le Bundessortenamt au salon Fruit Logistica à Berlin (Allemagne). Il s'agissait de la première participation de l'Office à ce salon, consacré aux espèces fruitières et potagères.

Le Salon du Végétal, organisé chaque année au mois de février à Angers (France), est un salon consacré aux obtenteurs de plantes ornementales. L'Office y participe régulièrement en coopération avec l'office d'examen français, le GEVES.

Au début du mois de mars, l'Office participait, conjointement avec le Croatian Institute for Seed and Seedlings, au Salon du Printemps de l'Agriculture et de l'Alimentation à Osijek (Croatie). La participation à ce salon de l'agriculture était organisée dans le cadre du programme multibénéficiaire de la Commission européenne sur la préparation de la Turquie et de la Croatie en vue de leur participation au régime de protection communautaire des obtentions végétales.



Salon du Végétal, Angers, France, février 2007



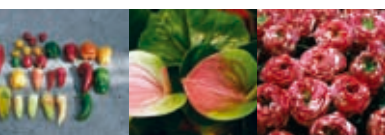
HortiFair, Amsterdam Rai, Pays-Bas, octobre 2007

Le salon néerlandais Hortifair, qui se tient chaque année au mois d'octobre à Amsterdam, est une autre initiative du secteur de la culture ornementale à laquelle l'Office participe de façon régulière. En l'occurrence, le stand était partagé avec le Raad voor Plantenrassen et le Naktuinbouw.

Enfin, au début de décembre, l'Office participait pour la première fois au salon Growtech organisé à Antalya (Turquie). Le ministère turc de

l'agriculture et des affaires rurales et le Turkish Seed Certification Center étaient partenaires de l'Office à ce salon qui a également une importance pour le secteur horticole. La participation à ce salon était également organisée dans le cadre du programme multibénéficiaire de la Commission européenne sur la préparation de la Turquie et de la Croatie en vue de leur participation au régime de protection communautaire des obtentions végétales.





11.5. Contacts avec l'OCDE

L'OCW suit de près les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le secteur des semences et des variétés végétales. En juillet 2007, un représentant de l'OCV a assisté à la réunion annuelle de l'OCDE à Paris.

11.6. Autres contacts

L'OCW entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- le secrétariat général de la Commission européenne: coordination des agences de l'UE;
- la direction générale du personnel et de l'administration: questions liées à la mise en œuvre du statut du personnel;
- la direction générale du budget: mise en œuvre du nouveau règlement financier et de la fonction d'audit interne;
- les responsables des agences européennes de certification des semences.

D'autres domaines d'activité extérieure peuvent également être mentionnés, notamment:

- le conseil d'administration du Centre de traduction des organes de l'Union européenne;
- le groupe de pilotage du service commun d'assistance SI2;
- la coordination des agences de l'UE au niveau de la direction;
- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications officielles des Communautés européennes avec les agences de l'UE.



Essais DHS de laitues, Pays-Bas

12. RELATIONS AVEC LA DG SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

12.1. Comité permanent «Semences et plants agricoles, horticoles et forestiers»

Le comité permanent se réunit régulièrement à Bruxelles, et des agents de l'Office ont assisté aux réunions dont le thème avait un lien avec le régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Tout au long de l'année 2007, l'OCVV s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- les activités de la Commission concernant les références croisées avec les protocoles techniques de l'OCVV pour les essais DHS;
- les activités de la Commission concernant les catalogues communs des variétés des espèces de plantes agricoles et potagères et, en particulier, l'intégration des catalogues des nouveaux États membres;
- le programme et les protocoles techniques des essais comparatifs communautaires;
- les mesures de mise en œuvre concernant les variétés de conservation et les ressources génétiques végétales;
- la révision des noms scientifiques des plantes;
- les réflexions de la Commission portant sur un transfert possible de tâches à l'OCVV;
- les questions relatives aux dénominations variétales;
- les questions touchant au régime des semences de l'OCDE et notamment les réflexions de l'OCDE en ce qui concerne l'identité des variétés et la création de synonymes.



Verveine

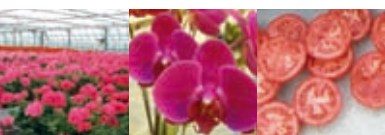


12.2. Comité permanent «Protection communautaire des obtentions végétales»

Le comité permanent se réunit régulièrement à Bruxelles, et l'Office assiste à ses réunions en qualité d'observateur.

Tout au long de l'année 2007, l'OCVV s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- le rapport du groupe de travail sur une éventuelle extension des activités de l'Office communautaire des variétés végétales;



- la discussion sur le projet de note de l'UPOV relative à la contribution de la Communauté européenne et de ses États membres en vue d'envisager une meilleure organisation des organismes et des pratiques de travail de l'UPOV;
- la discussion et l'éventuel avis sur le projet de règlement de la Commission portant modification du règlement (CE) n° 1239/95 de la Commission concernant l'utilisation des moyens de communication électronique dans les procédures devant l'OCV;
- la discussion relative au projet de règlement de la Commission portant modification du règlement (CE) n° 1238/95 de la Commission établissant le montant des taxes annuelles et des taxes des examens techniques dues à l'OCV ainsi que les modes de paiement (SANCO/1751/07).

12.3. Groupes de travail du Conseil

L'OCV a participé à plusieurs organismes préparatoires du Conseil compétents pour l'intégration de la représentation de la Communauté européenne, sur invitation de la DG Santé et protection des consommateurs.

Tout au long de l'année 2007, l'OCV s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- rectificatif au règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales [2007/0161 (CNS) — COM(2007) 445 final — 12303/07];
- coordination des réunions de l'UPOV (conseil, comité consultatif et conseil administratif et juridique);
- préparation des prochaines réunions de l'OCDE (régimes pour la certification variétale des semences échangées au niveau international), échanges commerciaux au niveau international et utilisation de synonymes dans les dénominations variétales [TAD/CA/S(2007)12];
- révision éventuelle de la directive 92/34/CEE du Conseil du 28 avril 1992 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.



Essais DHS d'orchidées, Pays-Bas

13. ACCÈS DU PUBLIC AUX DOCUMENTS DE L'OCV

En 2001, des règles spécifiques relatives à l'ouverture au public de documents détenus par le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont été instaurées par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001 ⁽²⁾. Afin que cette réglementation s'applique également aux documents de l'Office, un nouvel article, l'article 33 *bis*, a été ajouté au règlement de base en 2003 par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003 ⁽³⁾.

L'article 33 *bis* comporte les éléments suivants:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission s'applique aux documents détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2003;
- le conseil d'administration adopte les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration a adopté ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2004;
- les décisions prises par l'Office sur l'accès aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Médiateur européen ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration sont disponibles sur le site internet de l'Office. Des informations sur ces règles ont aussi été diffusées sur le site internet de l'Office, tout comme l'ont été les formulaires à utiliser pour demander l'accès à un document.

L'Office assure le suivi de la mise en œuvre et de l'application des règles régissant l'accès du public aux documents en produisant un rapport annuel sur des informations telles que le nombre de cas où l'Office a refusé cet accès et les motifs de ces refus.



Année de réception	Nombre de demandes d'accès reçues	Nombre de refus	Raisons du refus	Demandes de confirmation
2004	30	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2005	55	2 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2006	58	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2007	55	17 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (réussis)

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, JO L 145 du 31.5.2001, p. 41.

⁽³⁾ Règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales, JO L 245 du 29.9.2003, p. 28.

14. RAPPORT DU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES DE L'OCVV

14.1. Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 286 du traité CE. Cet article impose en effet aux institutions et organes communautaires l'obligation d'appliquer les actes communautaires relatifs à la protection des personnes physiques en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

14.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données

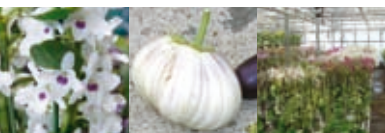
Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un délégué à la protection des données au sein des institutions et agences communautaires, lequel doit garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement.

Le délégué à la protection des données tient un registre de toutes les opérations de traitement des données à caractère personnel au sein des institutions ou agences et fournit des informations sur les droits et obligations, propose des services et formule des recommandations. Celui-ci notifie au Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) les opérations de traitement susceptibles de présenter des risques particuliers et répond aux demandes du Contrôleur.

Par décision du président du 24 avril 2007, un nouveau délégué à la protection des données de l'OCVV a été désigné pour un mandat de deux ans, renouvelable pour une durée n'excédant pas dix ans.



20^e réunion des délégués à la protection des données, Bruxelles, juin 2007



14.3. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCVV pour 2007

En 2007, le délégué à la protection des données de l'Office communautaire des variétés végétales a entrepris les actions suivantes:

- il a rédigé des notifications au Contrôleur européen de la protection des données concernant les opérations de traitement susceptibles de présenter des risques spécifiques;
- il a élaboré un projet de décision du conseil d'administration de l'OCVV adoptant les conditions d'application du règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil;
- il a élaboré avec l'aide d'experts en informatique une section relative au délégué à la protection des données sur le site internet de l'OCVV comportant des explications sur le règlement (CE) n° 45/2001 et un registre du traitement des opérations.

Par ailleurs, le délégué à la protection des données a participé à la vingtième réunion des délégués à la protection des données organisée le 8 juin 2007 à Bruxelles par le CEPD et les délégués à la protection des données des autres institutions et agences communautaires.





15. CHAMBRE DE RECOURS DE L'OCVV

15.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV

15.1.1. Président et suppléant du président de la Chambre de recours de l'OCVV

Le mandat de M^{me} Gabriele Winkler, qui a présidé la Chambre de recours de l'Office communautaire des variétés végétales ces dix dernières années, a expiré le 16 décembre 2007.

À la suite de leur nomination par le Conseil le 17 décembre 2007 (décision 2007/858/CE du Conseil du 17 décembre 2007, JO L 337 du 21.12.2007, p. 105), le nouveau président de la Chambre de recours, M. Paul Van der Kooij, et son suppléant, M. Timothy Millett, ont commencé à exercer leurs fonctions pour une période de cinq ans.



*M^{me} Gabriele Winkler,
première présidente de la Chambre
de recours de l'OCVV, 1997-2007*

15.1.2. Membres qualifiés de la Chambre de recours

Conformément à la procédure prévue à l'article 47, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94, le conseil d'administration de l'OCVV a, lors de sa session des 14 et 15 mars 2006, adopté la liste des membres qualifiés suivante pour la Chambre de recours de l'OCVV pour une période de cinq années à compter du 23 février 2006.

Liste des 52 membres qualifiés, pour la période 2006-2011

ANDERSEN Preben Veilstrup	GRETA Fabio
BALZANELLI Sergio	GUIARD Joël
BARENDRECHT Cornelis Joost	GUISSART Alain
BESLIER Stéphane	KÖLLER Michael
BIANCHI Pier Giacomo	KRALIK Andrej
BIANCHI Richard	LAURENS François
BLOUET Françoise	LÓPEZ-ARANDA José Manuel
BONNE Sophia	MARGELLOS Théophile M.
BORRINI Stefano	MENNE Andrea
BOULD Aubrey	MIJS Jan Willem
BRA Maria	MILLETT Timothy
BRAND Richard	OLIVIUSSON Peter
CALVACHE QUESADA David	PATACHO Rosa Hermelinda Vieira Martins
CHANZÁ JORDÁN Dionisio	PAUSE Christof Frank
CHARTIER Philippe	PERRACINO Mauro
CSURÖS Zoltán	PETIT-PIGEARD Roland
DEL RIO PASCUAL Amparo	PINHEIRO DE CARVALHO Miguel Ângelo Almeida

REHEUL Dirk
 RIECHENBERG Kurt
 ROBERTS Timothy Wace
 ROFES I PUJOL Maria Isabel
 ROSA-PEREZ José-Manuel
 ROYON René
 RÜCKER Beate
 RUSSO Pietro
 SANTANGELO Enrico

SCOTT Elizabeth
 SIBONI Eugenio
 TURRISI Rosario Ennio
 ULLRICH Hanns
 VAN DER KOOLJ Paul A.C.E
 VAN MARREWILK Nico P.A.
 VAN OVERWALLE Geertrui
 VEIGA DA CRUZ DE SOUSA Pedro António
 WIESNER Ivo

15.2. Décisions de la Chambre de recours en 2007

En 2007, la Chambre de recours s'est réunie à quatre reprises: en septembre, en novembre et en décembre 2007.

15.2.1. Session de septembre

a) Recours A 001/2007 — «Cowichan»

Par sa décision R 679 du 6 novembre 2006, l'OCV a rejeté la demande de PCOV pour une variété de l'espèce *Rubus idaeus* L. portant la dénomination «Cowichan». Le refus d'octroyer une PCOV s'est fondé sur l'article 10 du règlement de base, à savoir que, à la date de sa première mise sur le marché aux États-Unis, le 10 avril 2002, la variété «Cowichan» ne satisfaisait pas au critère de «nouveau». En effet, sur le formulaire de demande (point 9a), le demandeur indiquait que la variété avait été mise à disposition pour la première fois aux États-Unis à la date du 10 avril 2002, soit au terme d'une durée supérieure à la période de quatre ans autorisée pour la commercialisation au-dehors de l'UE avant la date de la demande.

Le demandeur, Agriculture et Agroalimentaire Canada, a formé un recours contre cette décision le 3 janvier 2007. Il a fait valoir que la date du 10 avril 2002 indiquée sur le formulaire de demande était en réalité la date des premières plantations expérimentales de la variété en Amérique du Nord et non la date des premières ventes commerciales de la variété, qui ont eu lieu en avril 2003. Il a produit à l'appui de ses affirmations la déclaration de l'un de ses employés, qui les confirmait. Le demandeur a aussi demandé que cette affaire soit traitée avec indulgence, car l'échéance n'avait été dépassée que de huit jours.

La Chambre de recours a estimé que le demandeur n'avait pas fourni d'éléments convaincants à l'appui de son affirmation selon laquelle la date indiquée se rapportait uniquement aux plantations expérimentales. En ce qui concerne la demande d'indulgence, la Chambre a conclu que les délais appliqués aux demandes devaient être strictement respectés et elle l'a rejetée.



59



Réunion de la Chambre
de recours en 2007



15.2.2. Session de novembre

a) Recours A 003/2007 et A 004/2007 — «Gala Schnitzer»

Le 18 janvier 1999, Konsortium Südtiroler Baumschulen a déposé une demande concernant une pomme de l'espèce *Malus Mill.* dénommée «Gala Schnitzer». L'Office a immédiatement invité le demandeur à envoyer du matériel végétal au centre d'examen de Wurzen en Allemagne. Le matériel a été livré dans les délais, mais le certificat phytosanitaire faisait défaut. Le centre d'examen a entamé l'examen de la variété sans attendre que ce document lui parvienne. Quelques jours avant le 4 mai 2001, le demandeur a informé le responsable de l'examen à Wurzen qu'il était impossible de fournir le certificat phytosanitaire parce que le matériel envoyé aux fins de l'examen était infecté par un virus.

L'Office a alors autorisé le demandeur à fournir du nouveau matériel en vue d'un nouvel examen. Le document phytosanitaire nécessaire à cette fin a été fourni. Au terme du nouvel examen, il a été estimé que la variété «Gala Schnitzer» qui faisait l'objet de la demande se distinguait clairement de la variété de référence «Beigent» et qu'elle était en outre stable et uniforme.

Dans le courant de la procédure d'examen, les requérants ont fait objection à la demande, le 5 mai 2006. Par la décision EU 18759 du 26 février 2007, le demandeur s'est vu octroyer une PCOV pour la «Gala Schnitzer», et les deux objections ont été rejetées par les décisions OBJ 06-021 et OBJ 06-022 à la même date.

Les requérants ont déposé un acte de recours le 11 avril 2007. Ils ont fait valoir que l'Office n'aurait pas dû autoriser le demandeur à fournir du nouveau matériel végétal et qu'il était tenu de rejeter la demande en application de l'article 61, paragraphe 1, point b), en liaison avec l'article 55, paragraphe 4, du règlement de base. En outre, selon les requérants, la variété faisant l'objet de la demande ne se distinguait pas de la variété de référence «Beigent».

L'Office a maintenu qu'il était habilité à autoriser le demandeur à fournir du nouveau matériel exempt de virus aux fins d'un examen parce que le libellé des lettres et le terme «certificat phytosanitaire» figurant dans la lettre de rappel pouvaient prêter à confusion. L'Office a confirmé que c'était une pratique courante de l'Office de demander un certificat phytosanitaire dans tous les cas. Un tel certificat pouvait à présent être obtenu rapidement, alors que, à l'époque où avait été déposée la demande attaquée, les délais nécessaires étaient plus longs. C'est la raison pour laquelle l'examen avait été entamé avant que le certificat n'ait été obtenu, le certificat phytosanitaire ayant toujours été fourni ultérieurement dans les cas comparables.

La Chambre de recours a estimé que, dans les circonstances de l'espèce, l'Office n'était pas habilité à autoriser le demandeur à fournir du nouveau matériel en vue d'un nouvel examen parce qu'il n'existait aucune base juridique pour ce faire. Par conséquent, elle a annulé les décisions EU 18759, OBJ 06-021 et OBJ 06-022 et a rejeté la demande «Gala Schnitzer».

15.2.3. Session de décembre

a) Recours A 005/2007 — «Sumost 01»

Par la décision R 701 du 19 février 2007, l'Office a rejeté une demande relative à une variété de l'espèce *Osteospermum ecklonis* (DC.) Norl. dénommée «Sumost 01», au motif qu'elle n'était pas distincte au sens de l'article 7 du règlement de base, et il a fait droit à l'objection formulée par le titulaire de la PCOV pour la variété «Lemon Symphony». Le demandeur, Ralf Schröder, a formé un recours contre les deux décisions le 10 mai 2007. Il a fait valoir qu'il y avait lieu d'octroyer une PCOV pour la variété

pour laquelle il avait déposé la demande, parce que la variété de référence la plus proche, «Lemon Symphony», ne correspondait plus à sa propre description. Il a également soutenu que la «Lemon Symphony» avait cessé d'exister. À cet égard, le requérant a fait valoir que le matériel végétal utilisé aux fins de l'examen avait été étudié à l'aide d'un régulateur de croissance et ne satisfaisait pas aux exigences du protocole.

Le titulaire s'est joint à la procédure.

L'Office a indiqué qu'il n'avait aucune raison de ne pas se fier au rapport DHS de l'office d'examen (Bundessortenamt) dans lequel il était estimé que la variété «Sumost 01» ne se distinguait pas de la variété «Lemon Symphony». En outre, l'Office et le titulaire ont soutenu que, même si la description de la variété «Lemon Symphony» était différente de celle de 1997, le matériel de la variété fourni par le titulaire dans le cadre de l'examen DHS était bien connu, puisqu'il était disponible sur le marché.

La Chambre de recours a estimé que le requérant (qui n'était pas présent à l'audience) avait été dûment convoqué et elle a entamé la procédure orale.

La Chambre de recours a jugé le recours recevable dans la mesure où le requérant peut former un recours contre une décision qui lui est adressée. Toutefois, la Chambre a établi que le recours n'était pas fondé et elle l'a rejeté.

La Chambre de recours a estimé qu'il ne faisait aucun doute que le matériel soumis aux fins d'une comparaison provenait bien de la variété «Lemon Symphony». Elle a aussi estimé que le traitement au régulateur de croissance employé en l'occurrence n'affectait pas les résultats de l'examen, parce que les caractéristiques végétales avaient été évaluées plusieurs semaines après la disparition de l'effet dudit régulateur. Enfin, la Chambre n'avait aucun doute quant à la stabilité de la variété «Lemon Symphony» et à sa conformité à la description initiale.

b) Recours A 006/2007 — «Lemon Symphony»

Le 6 avril 1999, la PCOV EU 4282 était octroyée à M. Jørn Hansson pour sa variété «Lemon Symphony» de l'espèce *Osteospermum ecklonis* (DC.) Norl.

Le 26 octobre 2004, le requérant a demandé l'annulation de la protection des obtentions végétales pour «Lemon Symphony». Le requérant faisait valoir, pour l'essentiel, que la variété n'était plus stable.

Après examen de sa demande, l'Office a informé le requérant qu'il n'entendait pas annuler la PCOV. Par lettre en date du 10 mai 2007, l'Office a confirmé qu'il refusait d'émettre une décision formelle, parce qu'il n'existait aucune base juridique sur laquelle s'appuyer pour émettre une décision ayant pour objet de *ne pas* annuler la PCOV.

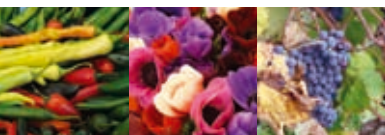
Le 11 octobre 2007, le requérant a formé un recours contre la lettre de l'Office du 10 mai 2007, qui constituait une décision privant le requérant d'une décision susceptible de recours. En outre, le requérant a demandé que la procédure orale soit reportée à une date ultérieure au motif que l'action en annulation en cours était préjudicielle, que l'affaire n'était pas encore mûre pour être jugée, qu'une procédure d'infraction était en cours, qu'il avait été antérieurement convoqué devant une juridiction allemande pour une procédure orale et qu'il n'avait pas été dûment convoqué selon le règlement de procédure.

Le titulaire s'est joint à la procédure.

La Chambre de recours a estimé que le requérant avait été dûment convoqué et elle a entamé la procédure orale.

La Chambre de recours a jugé le recours recevable parce que la lettre attaquée pouvait être considérée comme une décision arrêtée dans le cadre de l'article 21 du règlement de base. Or, les décisions arrêtées dans le cadre de l'article 21 doivent être susceptibles de recours. Cela dit, la Chambre a estimé que le recours n'était pas fondé et elle l'a rejeté.





La Chambre de recours a considéré que le requérant n'était pas partie à la procédure devant l'Office. En effet, il n'y a pas d'obligation de signifier une décision personnellement à quiconque demande l'annulation d'une décision lorsque la demande est rejetée. La personne concernée étant en l'occurrence une tierce partie, le règlement de base ne lui permet pas de se joindre à la procédure d'annulation.

Par ailleurs, la Chambre de recours a conclu que l'Office n'était pas tenu dans le cadre de l'article 21 du règlement de base d'émettre une décision ayant pour objet de *ne pas* annuler une PCOV.

c) Recours A 007/2007 — «Lemon Symphony»

Le 6 avril 1999, la PCOV EU 4282 a été octroyée à M. Jørn Hansson pour sa variété «Lemon Symphony» de l'espèce *Osteospermum ecklonis* (DC.) Norl.

Dans le cadre d'une vérification technique, l'OCVV a modifié la description de la variété «Lemon Symphony» conformément à l'article 87, paragraphe 4, du règlement de base. Le 21 mai 2007, l'Office a informé le requérant, l'obteneur d'une autre variété de l'espèce *Osteospermum ecklonis* (DC.) Norl., qu'il avait adapté ladite description.

Le 12 juillet 2007, le requérant a formé un recours contre cette décision de l'Office. En outre, le requérant demandait que la procédure orale soit reportée à une date ultérieure au motif que l'action en annulation en cours était préjudicielle, que l'affaire n'était pas encore mûre pour être jugée, qu'une procédure d'infraction était en cours, qu'il avait été antérieurement convoqué devant une juridiction allemande pour une procédure orale et qu'il n'avait pas été dûment convoqué selon le règlement de procédure.

Le titulaire s'est joint à la procédure.

Premièrement, la Chambre de recours a estimé que le requérant avait été dûment convoqué et elle a entamé la procédure orale.

Deuxièmement, la Chambre de recours a jugé le recours irrecevable et elle l'a rejeté. Elle a jugé que, le requérant *n'étant pas* le destinataire d'une décision et ayant seulement été informé d'une décision adressée au titulaire de la protection, il n'était pas habilité à former un recours en qualité de destinataire d'une décision. En outre, la Chambre de recours a estimé que le requérant n'était ni directement ni individuellement concerné par la décision de modifier la description de la variété en vertu de l'article 68 du règlement de base.

Le texte intégral des décisions est disponible en anglais sur le site internet de l'OCVV ou sur demande écrite auprès de l'OCVV.

15.3. Recours reçus par l'OCVV et décisions prises par la Chambre des recours depuis son entrée en fonction

Nombre de recours reçus par l'OCVV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au Bulletin officiel de l'OCVV
1996				
0	Sans objet (s.o.)	0	s.o.	s.o.
1997				
2	– Dénomination variétale (1) – Nouveauté (1)	0	s.o.	s.o.
1998				
2	– Dénomination variétale (1) – Nouveauté (1)	0	s.o.	s.o.
1999				
2	– Distinction (1) – Nouveauté (1)	1	A 2/1998 du 14.9.1999	15.4.2000
2000				
8	– Distinction (1) – Article 55, paragraphe 4, du RB (*) (3) – Non-paiement des taxes annuelles (4)	2	A 1/1999 du 25.1.2000 A 2/1999 du 19.5.2000 (décision intérimaire)	15.4.2000 15.4.2000

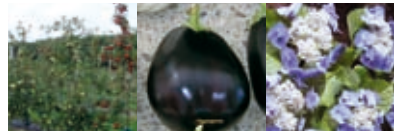
(*) RB: règlement de base [règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil].





Nombre de recours reçus par l'OCV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au Bulletin officiel de l'OCV
2001				
1	– Article 8 du RB (1)	2	A 2/2000 du 27.3.2001 A 4/2000 du 6.12.2001	15.6.2001 15.4.2002
2002				
35	– Non-paiement des taxes annuelles (25) – Distinction (8) – Article 11 du RB (1) – Article 55 du RB (1)	1	A 5/2000 du 28.5.2002	15.8.2002
2003				
6	– Article 7 du RB (3) – Article 8 du RB (2) – Article 55 du RB (1)	15	A 5/2002 du 2.4.2003 A 1/2002-2/2002-3/2002 du 1.4.2003 A 018/2002 du 14.5.2003 A 8/2002-9/2002-10/2002-11/2002-12/2002-13/2002 du 15.5.2003 A 017/2002 du 3.4.2003 A 023/2002 du 8.10.2003 A 031/2002 du 8.12.2003 A 021/2002 du 9.12.2003	15.6.2003 15.6.2003 15.8.2003 15.8.2003 15.6.2003 15.12.2003 15.2.2004 15.2.2004
2004				

Nombre de recours reçus par l'OCW	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au Bulletin officiel de l'OCW
8	<ul style="list-style-type: none"> - Article 20 (1) - Non-paiement des taxes annuelles (1) - Distinction (3) - Dénomination variétale (1) - Uniformité (1) - Nouveauté (1) 	5	A 003/2003 du 4.6.2004 A 004/2003 du 4.6.2004 A 005/2003-006/2003 du 28.9.2004 A 001/2004 du 16.12.2004	15.8.2004 15.8.2004 15.12.2004 15.2.2005
2005				
4	<ul style="list-style-type: none"> - Article 11 du RB (1) - Distinction (2) - Article 10 (1) 	4	A 006/2004 du 15.6.2005 A 005/2004 du 16.6.2005 A 004/2004 du 18.7.2005 A 001/2005 du 8.11.2005	15.8.2005 15.8.2005 15.10.2005 15.1.2006
2006				
1	Non-paiement des taxes annuelles (1)	3	A 003/2004 du 2.5.2006 A 007/2005 du 7.7.2006 A 004/2005 du 13.10.2006	15.8.2006 15.10.2006 15.12.2006





Nombre de recours reçus par l'OCV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au Bulletin officiel de l'OCV
2007				
8	<ul style="list-style-type: none">- Nouveautés (1)- Non-paiement des taxes annuelles (1)- Article 55, paragraphe 4, du RB (2)- Distinction (1)- Article 20 (1)- Article 21 (1)- Article 87 (1)	6	<p>A 001/2007 du 11.9.2007</p> <p>A 003/2007-004/2007 du 21.11.2007</p> <p>A 005/2007 du 4.12.2007</p> <p>A 006/2007 du 4.12.2007</p> <p>A 007/2007 du 4.12.2007</p>	<p>15.12.2007</p> <p>15.2.2008</p> <p>15.2.2008</p> <p>15.2.2008</p> <p>15.2.2008</p>

Office communautaire des variétés végétales

Rapport annuel 2007

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2008 — 66 p. — 21 × 29,7 cm

ISBN 978-92-9152-133-3

Comment vous procurer les publications de l'Union européenne?

Vous trouverez les publications de l'Office des publications disponibles à la vente sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu/>), où vous pourrez passer commande auprès du bureau de vente de votre choix.

Vous pouvez également demander la liste des points de vente de notre réseau mondial par télécopie au (352) 29 29-42758.

Служба на Общността за сортовете растения

Odrůdový úřad Společenství

Gemeinschaftliches Sortenamt

Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών

Office communautaire des variétés végétales

Kopienas Augu šķirņu birojs

Közösségi Növényfajta-hivatal

Communautair Bureau voor plantenrassen

Instituto Comunitário das Variedades Vegetais

Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín

yhteisön kasvilajikevirasto

Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales

EF-Sortsmyndigheden

Ühenduse Sordiamet

Community Plant Variety Office

Ufficio comunitario delle varietà vegetali

Bendrijos augalų veislių tarnyba

L-Uffiċju Komunitarju dwar il-Varjetajiet tal-Pjanti

Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmian

Oficiul Comunitar pentru Soiuri de Plante

Urad Skupnosti za rastlinske sorte

Gemenskapens växtsortsmyndighet

TG-AC-08-001-FR-C

ISSN 1680-287X



OFFICE COMMUNAUTAIRE DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES

OCVV

3, boulevard Maréchal-Foch — BP 10121 — F-49101 Angers Cedex 02

Tél. (33) 241 25 64 00 — Fax (33) 241 25 64 10

E-mail: cpvo@cpvo.europa.eu

www.cpvo.europa.eu



ISBN 978-92-9152-133-3



9 789291 521333